Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 274 del 23 novembre 1989 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Giovedì, 23 novembre 1989** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 88

LEGGE 31 ottobre 1989, n. 375.

Ratifica ed esecuzione della convenzione sulla notifica tempestiva di un incidente nucleare, adottata dalla Conferenza generale dell'Agenzia internazionale per l'energia atomica, a Vienna il 26 settembre 1986.

LEGGE 31 ottobre 1989, n. 376.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo della Repubblica popolare cinese per evitare le doppie imposizioni e per prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito, con protocollo, firmato a Pechino il 31 ottobre 1986.

LEGGE 31 ottobre 1989, n. 377.

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica dell'Ecuador per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio e per prevenire le evasioni fiscali, con protocollo, firmata a Quito il 23 maggio 1984.

SOMMARIO

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960059 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 31 ottobre 1989, n. 375.

Ratifica ed esecuzione della convenzione sulla notifica tempestiva di un incidente nucleare, adottata dalla Conferenza generale dell'Agenzia internazionale per l'energia atomica, a Vienna il 26 settembre 1986.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sulla notifica tempestiva di un incidente nucleare adottata a Vienna il 26 settembre 1986 dalla Conferenza generale dell'Agenzia internazionale per l'energia atomica riunita in sessione straordinaria.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 12 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 ottobre 1989

COSSIGA

ANDREOTTI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DE MICHELIS, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

CONVENTION SUR LA NOTIFICATION RAPIDE D'UN ACCIDENT NUCLEAIRE

(Adoptée le 26 septembre 1986, à la 8ème séance plénière)

LES ETATS PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION,

SACHANT que des activités nucléaires sont menées dans un certain nombre d'Etats,

NOTANT que des mesures d'ensemble ont été et sont prises pour assurer un haut niveau de sûreté dans les activités nucléaires, en vue de prévenir les accidents nucléaires et de limiter le plus possible les conséquences de tout accident de cette nature qui pourrait se produire,

DESIREUX de renforcer encore la coopération internationale dans le développement et l'utilisation sûrs de l'énergie nucléaire,

CONVAINCUS de la nécessité pour les Etats de fournir les informations pertinentes sur les accidents nucléaires aussitôt que possible de façon que les conseqvences radiologiques transfrontières puissent être limitées le plus possible.

NOTANT l'utilité des arrangements bilatéraux et multilatéraux sur l'échange d'informations dans ce domaine,

SONT CONVENUS de ce qui suit

Article premier

Champ d'application

1. La présente Convention s'applique à tout accident qui implique des installations ou des activités, énumérées au paragraphe 2 ci-dessous, d'un Etat Partie ou de personnes physiques ou morales sous sa juridiction ou son contrôle, et qui entraîne ou entraînera probablement un rejet de matières radioactives, et qui a eu ou peut avoir pour conséquence un rejet transfrontière international susceptible d'avoir de l'importance du point de vue de la sûreté radiologique pour un autre Etat.

NOTE En vertu du paragraphe 3 de l'article 12, la Convention est entrée en vigueur le 27 octobre 1986.

2. Les installations et les activités visées au paragraphe 1 sont les suivantes :

a) Tout réacteur nucléaire où qu'il soit situé;

b) Toute installation du cycle du combustible nucléaire;

c) Toute installation de gestion des déchets radioactifs;

d) Le transport et le stockage de combustibles nucléaires ou de déchets radioactifs;

e) La fabrication, l'utilisation, le stockage provisoire, le stockage définitif et le transport de radioisotopes à des fins agricoles, industrielles et médicales, à des fins scientifiques connexes et pour la recherche;

f) L'utilisation de radioisotopes pour la production d'électricité dans des objets spatiaux.

Article 2

Notification et information

En cas d'accident spécifié à l'article premier (ci-après dénommé "accident nucléaire"), l'Etat Partie visé dans cet article :

a) Notifie sans délai, directement ou par l'entremise de l'Agence internationale de l'énergie atomique (ci-après dénommée l'"Agence"), aux Etats qui sont ou peuvent être physiquement touchés comme indiqué dans l'article premier, ainsi qu'à l'Agence, l'accident nucléaire, sa nature, le moment où il s'est produit et sa localisation exacte quand cela est approprié;

b) Fournit rapidement aux Etats visés à l'alinéa a), directement ou par l'entremise de l'Agence, ainsi qu'à l'Agence, les informations disponibles pertinentes pour limiter le plus possible les conséquences radiologiques dans ces Etats, conformément aux dispositions de l'article 5.

Article 3

Autres accidents nucléaires

En vue de limiter le plus possible les conséquences radiologiques, les Etàts Parties peuvent faire une notification dans les cas d'accidents nucléaires autres que ceux qui sont énumérés à l'article premier.

Article 4

Fonctions de l'Agence

L'Agence

a) Informe immediatement les Etats Parties, les Etats Membres, les autres Etats qui sont ou peuvent être physiquement touchés comme indiqué dans l'article premier et les organisations internationales intergouvernementales (ci-après dénommées "organisations internationales") pertinentes d'une notification reçue conformément à l'alinéa a) de l'article 2;

b) Fournit rapidement à tout Etat Partie, à tout Etat Membre ou à toute organisation internationale pertinente qui en fait la demande les informations qu'elle a reçues conformément à l'alinéa b) de l'article 2.

Article 5

Informations à fournir

1. Les informations à fournir en vertu de l'alinéa b) de l'article 2 comprennent les données suivantes, dans la mesure où l'Etat Partie notificateur les possede

a) Le moment, la localisation exacte quand cela est approprié, et la nature de l'accident nucléaire;

b) L'installation ou l'activité en cause;

c) La cause supposée ou connue et l'évolution prévisible de l'accident nucléaire en ce qui concerne le rejet transfrontière de matières radioactives;

d) Les caractéristiques générales du rejet de matières radioactives, y compris, dans la mesure où cela est possible et approprie, la nature, la forme physique et chimique probable et la quantité, la composition et la hauteur effective du rejet de matières radioactives;

e) Les informations sur les conditions météorologiques et hydrologiques du moment et prevues, qui sont nécessaires pour prévoir le rejet transfrontière des matières radioactives;

f) Les resultats de la surveillance de l'environnement en ce qui concerne le rejet transfrontière des matières radioactives;

g) Les mesures de protection prises ou projetées hors du site;

h) le comportement prevu dans le temps du rejet de matières radioactives.

2. Ces informations sont complétées à intervalles appropriés par d'autres informations pertinentes concernant l'évolution de la situation d'urgence, y compris sa fin prévisible ou effective.

3. Les informations reçues conformément à l'alinéa b) de l'article 2 peuvent être utilisées sans restriction, sauf si ces informations sont fournies à titre confidentiel par l'Etat Partie notificateur.

Article 6

Consultations

Un Etat Partie qui fournit des informations en vertu de l'alinéa b) de l'article 2 répond rapidement, dans la mesure où cela est raisonnablement possible, a une demande d'information supplémentaire ou de consultations qu'un Etat Partie touché lui adresse en vue de limiter le plus possible les consequences radiologiques dans cet Etat.

Article 7

Autorités compétentes et points de contact

1. Chaque Etat Partie indique à l'Agence et aux autres Etats Parties, directement ou par l'entremise de l'Agence, ses autorités compétentes et le point de contact habilité à fournir et à recevoir la notification et les infor-

mations visées à l'article 2. Ces points de contact et une cellule centrale à l'Agence sont accessibles en permanence.

2. Chaque Etat Partie communique rapidement à l'Agence toutes modifications qui seraient apportées aux informations visées au paragraphe 1.

3. L'Agence tient à jour une liste de ces autorités nationales et points de contact ainsi que des points de contact des organisations internationales pertinentes, et la fournit aux Etats Parties et aux Etats Membres ainsi qu'aux organisations internationales pertinentes.

Article 8

Assistance aux Etats Parties

L'Agence, conformément à son Statut et sur la demande d'un Etat Partie ne menant pas lui-même d'activités nucléaires et ayant une frontière commune avec un Etat qui a un programme nucléaire actif mais qui n'est pas Partie, procède à des études sur la faisabilité et la mise en place d'un système approprié de surveillance de la radioactivité afin de faciliter la réalisation des objectifs de la présente Convention.

Article 9

Arrangements bilatéraux et multilatéraux

Pour servir leurs intérêts mutuels, les Etats Parties peuvent envisager, lorsque cela est jugé utile, la conclusion d'arrangements bilatéraux ou multilatéraux relatifs aux questions couvertes par la présente Convention.

Article 10

Rapports avec d'autres accords internationaux

La présente Convention n'affecte pas les droits et obligations réciproques des Etats Parties en vertu d'accords internationaux existants relatifs aux questions couvertes par la présente Convention, ou en vertu d'accords internationaux futurs conclus conformément à l'objet et au but de la présente Convention.

Article 11

Reglement des différends

1. En cas de différend entre des Etats Parties ou entre un Etat Partie et l'Agence concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, les parties au différend se consultent en vue de le régler par voie de négociation ou par tout autre moyen pacifique de règlement des différends qui est acceptable auxdites parties.

2. Si un différend de cette nature entre des Etats Parties ne peut être reglé dans un délai d'un an suivant la demande de consultation prévue au paragraphe 1, il est, a la demande de toute partie à ce différend, soumis à arbitrage ou renvoye a la Cour internationale de Justice pour décision. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties au différend ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, une partie peut demander au Président de la Cour internationale de Justice ou au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de désigner un ou plusieurs arbitres. En cas de conflit entre les demandes des parties au différend, la demande adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies prévaut.

3. Lorsqu'il signe la présente Convention, la ratifie, l'accepte, l'approuve ou y adhère, un Etat peut déclarer qu'il ne se considère pas comme lié par l'une ou l'autre ou les deux procédures de règlement des différends prévues au paragraphe 2. Les autres Etats Parties ne sont pas liés par une procédure de reglement des différends prévue au paragraphe 2 à l'égard d'un Etat Partie pour lequel une telle déclaration est en vigueur.

4. Un Etat Partie qui a fait une déclaration conformément aux dispositions du paragraphe 3 peut la retirer à tout moment par une notification adressée au dépositaire.

Article 12

Entrée en vigueur

1. La presente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats et de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, au Siège de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à Vienne, et au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, à partir du 26 septembre 1986

et du 6 octobre 1986, respectivement, et jusqu'à son entrée en vigueur ou pendant une période de douze mois, si celle-ci est plus longue.

2. Un Etat et la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, peuvent exprimer leur consentement à être liés par la présente Convention, par signature ou par dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation après signature subordonnée à ratification, acceptation ou approbation, ou par dépôt d'un instrument d'adhésion. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés aupres du dépositaire.

3. La présente Convention entre en vigueur trente jours après que trois Etats ont exprime leur consentement à être liés.

4. Pour chaque Etat exprimant son consentement à être lié par la présente Convention après son entrée en vigueur, la présente Convention entre en vigueur pour cet Etat trente jours après la date à laquelle le consentement a été exprimé.

5. a) La présente Convention est ouverte, conformément aux dispositions du présent article, à l'adhésion des organisations internationales et des organisations d'intégration régionale constituées par des Etats souverains, qui sont habilitées à négocier, conclure et appliquer des accords internationaux relatifs aux questions couvertes par la présente Convention.

b) Pour les questions qui relèvent de leur compétence, ces organisations, agissant pour leur propre compte, exercent les droits et remplissent les obligations que la présente Convention attribue aux Etats Parties.

c) Lorsqu'elle dépose son instrument d'adhésion, une telle organisation communique au dépositaire une déclaration indiquant l'étendue de sa compétence pour ce qui est des questions couvertes par la présente Convention.

d) Une telle organisation ne dispose d'aucune voix s'ajoutant à celles de ses Etats Membres.

Article 13

Application provisoire

Un Etat peut, lors de la signature ou à une date ultérieure précédant l'entrée en vigueur de la présente Convention pour lui, déclarer qu'il appliquera la présente Convention à titre provisoire.

Article 14

Amendements

1. Un Etat Partie peut proposer des amendements à la présente Convention. L'amendement proposé est soumis au dépositaire, qui le communique immédiatement à tous les autres Etats Parties.

2. Si la majorité des Etats Parties demande au dépositaire de réunir une conférence pour étudier les amendements proposés, le dépositaire invite tous les Etats Parties à assister à cette conférence, qui s'ouvrira trente jours au moins après l'envoi des invitations. Tout amendement adopté à la conférence par une majorité des deux tiers de tous les Etats Parties est consigné dans un protocole, qui est ouvert à Vienne et à New York à la signature de tous les Etats Parties.

3. Le protocole entre en vigueur trente jours après que trois Etats ont exprimé leur consentement à être liés. Pour chaque Etat exprimant son consentement à être lié par le protocole après son entrée en vigueur, le protocole entre en vigueur pour cet Etat trente jours après la date à laquelle le consentement a été exprimé.

Article 15

Dénonciation

1. Un Etat Partie peut dénoncer la présente Convention par une notification écrite adressée au dépositaire.

2. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le dépositaire reçoit la notification.

Article 16

Dépositaire

1. Le Directeur général de l'Agence est le dépositaire de la présente Convention

2. Le Directeur général de l'Agence notifie rapidement aux Etats Parties et à tous les autres Etats :

   a) Chaque signature de la présente Convention ou de tout protocole d'amendement;

b) Chaque dépôt d'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion relatif à la présente Convention ou à tout protocole d'amendement;

c) Toute déclaration ou tout retrait de déclaration faits conformément a l'article 11;

d) Toute déclaration d'application provisoire de la présente Convention faite conformément à l'article 13;

e) L'entrée en vigueur de la présente Convention et de tout amendement qui lui est apporté;

f) Toute dénonciation faite conformément à l'article 15.

Article 17

Textes authentiques et copies certifiées

L'original de la présente Convention, dont les versions anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe font également foi, sera déposé auprès du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui en fera parvenir des copies certifiées aux Etats Parties et à tous les autres Etats.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment habilités, ont signé la présente Convention, ouverte à la signature conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 12.

ADOPTEE par la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique reunie en session extraordinaire à Vienne le vingt-six septembre mil neuf cent quatre-vingt-six.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
DE MICHELIS

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE SULLA TEMPESTIVA NOTIFICA DI UN INCIDENTE NUCLEARE

(adottata il 26 settembre 1986, nel corso dell'8a Sessione Plenaria)

GLI STATI PARTE ALLA PRESENTE CONVENZIONE,

ESSENDO a conoscenza che in un certo numero di Stati, vengono svolte attività nucleari;

CONSTATANDO che sono state e vengono adottate misure di insieme per assicurare un alto livello di sicurezza nelle attività nucleari e limitare il più possibile, le conseguenze dovute ad incidenti di questo tipo che potrebbero verificarsi;

DESIDEROSI di rafforzare maggiormente la cooperazione internazionale per uno sviluppo ed un uso sicuro dell'energia nucleare;

CONVINTI della necessità per gli Stati di fornire al più presto informazioni pertinenti sugli incidenti nucleari, in modo che le conseguenze radiologiche attraverso le frontiere possano essere limitate il più possibile;

NOTA: In virtù del paragrafo 3 dell'articolo 12, la Convenzione è entrata in vigore il 27 ottobre 1986.

NOTANDO l'utilità di intese bilaterali e multilaterali per quanto riguarda lo scambio di informazioni in questo settore;

HANNO CONVENUTO quanto segue:

Articolo 1

Campo di applicazione

1. La presente Convenzione si applica a qualunque incidente che coinvolga le installazioni o le attività elencate al par. 2 qui di seguito, di uno Stato Parte o di persone fisiche o morali sotto la sua giurisdizione od il suo controllo che comporti o potrebbe comportare ricadute di sostanze radioattive, e che abbia avuto o possa avere come conseguenza delle ricadute attraverso le frontiere internazionali, di un'eventuale rilevanza dal punto di vista della sicurezza radiologica, per un altro Stato.

2. Le installazioni e le attività di cui al par. 1 sono le seguenti:

a) ogni reattore nucleare, ovunque sia situato;

b) ogni impianto del ciclo del combustibile nucleare;

c) ogni impianto di gestione delle scorie radioattive;

d) il trasporto o lo stoccaggio di combustibili nucleari o di scorie radioattive ;

e) la fabbricazione, l'utilizzazione, lo stoccaggio provvisorio, lo stoccaggio definitivo ed il trasporto di

radio-isotopi a fini agricoli, industriali e medici, a fini scientifici connessi e per la ricerca;

f) l'utilizzazione di radio-isotopi per la produzione di elettricità nei congegni spaziali.

ARTICOLO 2

Notifica ed Informazione

In caso di incidente specificato all'art. 1 (qui di seguito denominato "incidente nucleare"), lo Stato Parte di cui al presente articolo:

a) Notificherà immediatamente, direttamente o mediante l'Agenzia Internazionale dell'Energia Atomica (qui di seguito denominata "Agenzia") agli Stati che sono o potrebbero essere fisicamente colpiti, come indicato all'articolo 1, nonchè all'Agenzia, l'incidente nucleare, la sua natura, il momento in cui si é verificato e la sua localizzazione esatta, se del caso;

b) Fornirà tempestivamente agli Stati di cui al comma a), direttamente o per il tramite dell'Agenzia, nonchè all'Agenzia, le informazioni pertinenti disponibili, al fine di limitare il più possibile le conseguenze radiologiche in detti Stati, conformemente alle disposizioni dell'art. 5.

ARTICOLO 3

Altri incidenti nucleari

Al fine di limitare al massimo le conseguenze radiologiche, nei casi di incidenti nucleari diversi da quelli elencati all'art. 1, gli Stati Parte potranno effettuare una notifica.

ARTICOLO 4

Compiti dell'Agenzia

L'Agenzia:

a) Informerà immediatamente gli Stati Parte, gli Stati Membri, gli Stati che sono o potrebbero essere fisicamente colpiti come indicato all'art. 1, nonchè gli organismi internazionali intergovernativi (qui di seguito denominati "organismi internazionali") interessati, di ogni notifica ricevuta ai sensi del comma a) dell'art. 2;

b) Fornirà tempestivamente ad ogni Stato Parte, ad ogni Stato Membro, o ad ogni organizzazione internazionale interessato che ne abbia fatto domanda, le informazioni ricevute ai sensi del par. b) dell'articolo 2.

ARTICOLO 5

Informazioni da fornire

1. Le informazioni da fornire ai sensi del comma b) dell'articolo 2 includono i dati seguenti, purchè lo Stato Parte che ha effettuato la modifica ne sia in possesso:

a) Il momento, la localizzazione esatta se del caso, e la natura dell'incidente nucleare;

b) L'impianto o l'attività in questione;

c) La causa presupposta o nota, nonchè la prevedibile evoluzione dell' incidente nucleare per quanto riguarda la ricaduta attraverso le frontiere di sostanze radioattive;

d) Le caratteristiche generali della ricaduta di materie radioattive ivi compreso, qualora ciò sia possibile ed adeguato, la natura, la probabile forma fisica e chimica, nonchè la quantità, la composizione e l'altezza effettiva delle ricadute di sostanze radioattive;

e) Le informazioni sulle condizioni metereologiche e idrologiche del momento e su quelle previste, necessarie per prevedere la ricaduta attraverso le frontiere delle sostanze radioattive;

f) I risultati del controllo dell'ambiente per quanto riguarda la ricaduta attraverso le frontiere delle sostanze radioattive;

g) Le misure di protezione adottate o previste al di fuori del sito;

h) Il comportamento previsto a lunga scadenza, della ricaduta di sostanze radioattive.

2. Dette informazioni saranno completate, ad adeguati intervalli, da altre informazioni pertinenti relative allo sviluppo della situazione di emergenza, ivi compresa la sua cessazione prevedibile o effettiva.

3) Le informazioni ricevute in conformità al comma b) dell'articolo 2 possono essere utilizzate senza restrizioni, a meno che dette informazioni non siano fornite a titolo riservato dello Stato che ha effettuato la notifica.

ARTICOLO 6

Consultazioni

Uno Stato Parte che fornisca informazioni in virtù del par. b) dell'articolo 2 risponderà sollecitamente, nella misura in cui sia ragionevolmente possibile, ad una domanda di informazioni supplementare o di consultazioni, rivoltagli da uno Stato Parte coinvolto, al fine di limitare il più possibile le conseguenze radiologiche in detto Stato.

ARTICOLO 7

Autorità competenti e punti di contatto

1. Ogni Parte indicherà all'Agenzia ed alle altre Parti Contraenti, direttamente o per il tramite dell'Agenzia, le

proprie autorità competenti ed il punto di contatto abilitato a fornire ed a ricevere la notifica e le informazioni di cui all'art. 2. Detti punti di contatto, nonchè una cellula centrale all'Agenzia saranno accessibili in permanenza.

2. Ogni Stato Parte comunicherà tempestivamente all'Agenzia ogni eventuale modifica alle informazioni di cui al par. 1.

3. L'Agenzia tiene aggiornato un elenco di dette Autorità Nazionali e punti di contatto, nonchè dei punti di contatto delle organizzazioni internazionali interessate e lo fornità agli Stati Parte e agli Stati Membri, nonchè alle organizzazioni internazionali interessate.

ARTICOLO 8

Assistenza agli Stati Parte

L'Agenzia, in conformità al suo Statuto, e su domanda di uno Stato Parte che non svolga esso stesso attività nucleari ed abbia una frontiera comune con uno Stato che svolga un programma nucleare attivo ma non sia Stato Parte, effettuerà studi sulla fattibilità e installazione di un adeguato sistema di sorveglianza della radioattività, per facilitare la realizzazione degli obiettivi della presente Convenzione.

ARTICOLO 9

Intese bilaterali e multilaterali

Ai fini dei loro reciproci interessi, gli Stati Parte potranno prendere in considerazione, qualora ciò sia ritenuto utile, la stipulazione di intese bilaterali o multilaterali relative alle questioni incluse nella presente Convenzione.

ARTICOLO 10

Relazioni con altri Accordi Internazionali

La presente Convenzione non pregiudica i diritti e gli obblighi reciproci degli Stati Parte in virtù di accordi internazionali esistenti, relativi alle questioni incluse nella presente Convenzione, o in virtù di eventuali accordi internazionali stipulati in conformità alle finalità e agli scopi della presente Convenzione.

ARTICOLO 11

Composizione delle controversie

1. In caso di controversia tra gli Stati Parte o tra uno Stato Parte e l'Agenzia, riguardo all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione le parti alla controversia si consulteranno in vista della sua composizione per le vie negoziali o mediante ogni altro mezzo pacifico di composizione delle controversie che sia accettabile per dette Parti.

2. Nel caso in cui una controversia di questo tipo tra gli Stati Parte, non possa essere composta entro un anno dalla domanda di consultazione prevista al par. 1, essa sarà sottoposta, su richiesta di qualunque Parte alla controversia, ad arbitrato o rinviata per decisione alla Corte Internazionale di Giustizia. Qualora, nei sei mesi successivi alla data della richiesta di abitrato, le Parti alla controversia non raggiungano un accordo sull'organizzazione dell'arbitrato, una parte potrà domandare al Presidente della Corte Internazionale di Giustizia o al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite di designare uno o più arbitri. In caso di conflitto tra le richieste delle Parti alla controversia prevale la richiesta inviata al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

3. Al momento della firma, ratifica, accettazione, approvazione o adesione alla presente Convenzione, uno Stato potrà dichiarare che non si considera vincolato da una o l'altra o da entrambe le procedure di composizione delle controversie previste al par. 2. Gli altri Stati Parte non sono vincolati da una procedura di composizione delle controversie quale prevista al par. 2 nei confronti di uno Stato Parte per il quale questa dichiarazione sia in vigore.

4. Uno Stato Parte che abbia reso una dichiarazione, in conformità alle disposizioni del par. 3, potrà ritirarla in ogni momento, mediante notifica inviata al depositario.

ARTICOLO 12

Entrata in vigore

1. La presente Convenzione è aperta alla firma di tutti gli Stati e della Namibia, rappresentata dal Consiglio delle Nazioni Unite per la Namibia, presso la sede dell'Agenzia Internazionale per l'Energia Atomica a Vienna, e presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York, rispettivamente a partire dal 26 settembre 1986 e dal 6 ottobre 1986 e fino alla sua entrata in vigore o per un periodo di 12 mesi, in caso di prolungamento.

2. Uno Stato e la Namibia, rappresentata dal Consiglio delle Nazioni Unite per la Namibia, possono esprimere il loro consenso ad essere vincolati dalla presente Convenzione, mediante firma o deposito di uno strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione successiva alla firma, subordinata a ratifica, accettazione o approvazione, o mediante deposito di uno strumento di adesione. Gli strumenti di ratifica, di accetazione o di approvazione o di adesione saranno depositati presso il depositario.

3. La presente Convenzione entrerà in vigore trenta giorni dopo che tre Stati abbiano epresso il loro consenso ad essere vincolati.

4. Per ogni Stato che dia il suo consenso ad essere vincolato dalla presente Convenzione dopo la sua entrata in vigore, la presente Convenzione entrerà in vigore nei confronti di detto Stato, trenta giorni dopo la data alla quale detto consenso sia stato manifestato.

5. a) La presente Convenzione sarà aperta in conformità alle disposizioni del presente articolo, all'adesione delle organizzazioni internazionali e degli organismi di integrazione regionale, costituiti da Stati sovrani, che siano abilitati a negoziare, concludere ed applicare Accordi internazionali concernenti le questioni incluse nella presente Convenzione.

b) Per le questioni di loro competenza dette Organizzazioni, agendo per proprio conto, eserciteranno i diritti ed adempiranno agli obblighi che la presente Convenzione attribuisce agli Stati Parte.

c) Nel deporre il proprio strumento di adesione, detta organizzazione comunicherà al depositario una dichiarazione dalla quale risulti la portata della sua competenza per quanto riguarda le questioni incluse nella presente Convenzione.

d) Detta Organizzazione non disporrà di alcun voto in aggiunta a quelli dei suoi Stati Membri.

ARTICOLO 13

Applicazione provvisoria

Uno Stato potrà, al momento della firma o ad una data successiva anteriore all'entrata in vigore della presente Convenzione nei suoi confronti, dichiarare che applicherà la presente Convenzione a titolo provvisorio.

ARTICOLO 14

Emendamenti

1. Uno Stato Parte potrà proporre emendamenti alla presente Convenzione. L'emendamento proposto verrà rimesso al depositario, il quale lo comunicherà immediatamente a tutti gli altri Stati Parte.

2. Qualora la maggioranza degli Stati Parte richieda al depositario di convocare una Conferenza per esaminare gli emendamenti proposti, il depositario inviterà tutti gli Stati Parte ad assistere a detta Conferenza, che avrà inizio almeno trenta giorni dopo l'invio delle convocazioni. Ciascun emendamento approvato durante la Conferenza da una maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Parte sarà messo per iscritto in un Protocollo, aperto alla firma di tutti gli Stati Parte a Vienna e a New York.

3. Il Protocollo entrerà in vigore trenta giorni dopo che tre Stati abbiano espresso il loro consenso ad essere vincolati. Per ogni Stato che esprimerà il proprio consenso ad essere vincolato dal Protocollo successivamente alla sua entrata in vigore, il Protocollo entrerà in vigore nei confronti di detto Stato, trenta giorni dopo la data alla quale detto consenso sia stato espresso.

ARTICOLO 15

Denuncia

1. Uno Stato Parte potrà denunciare la presente Convenzione mediante una notifica scritta inviata al depositario.

2. La denuncia avrà effetto un anno dopo la data in cui il depositario avrà ricevuto la notifica.

ARTICOLO 16

Depositario

1. Il Direttore Generale dell'Agenzia sarà il depositario della presente Convenzione.

2. Il Direttore Generale dell'Agenzia notificherà tempestivamente agli Stati Parte ed a tutti gli altri Stati:

a) Ogni firma della presente Convenzione o di ogni Protocollo di emendamento;

b) Ogni deposito di strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione relativa alla presente Convenzione o ad ogni Protocollo di emendamento;

c) Ogni dichiarazione o ritiro di dichiarazione effettuata in conformità all'articolo 11;

d) Ogni dichiarazione di applicazione provvisoria della presente Convenzione effettuata in conformità all'articolo 13;

e) L'entrata in vigore della presente Convenzione e di ogni eventuale emendamento;

f) Ogni denuncia, effettuata in conformità dell'articolo 15.

ARTICOLO 17

Testi autentici e copie autenticate

L'originale della presente Convenzione, le cui versioni araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola fanno ugualmente fede, sarà depositato presso il Direttore Generale dell'Agenzia Internazionale dell'Energia Atomica che ne farà pervenire copie autentiche agli Stati Parte ed a tutti gli altri Stati.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione, aperta alla firma in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 12.

ADOTTATA dalla Conferenza Generale dell'Agenzia Internazionale per l'Energia Atomica, riunita in Sessione Straordinaria a Vienna il 26 settembre 1986.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2955):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 5 luglio 1988.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 30 settembre 1988, con pareri delle commissioni VIII, X e XII.

Esaminato dalla III commissione l'11 gennaio 1989.

Esaminato in aula il 31 gennaio 1989 e approvato il 1° febbraio 1989.

Senato della Repubblica (atto n. 1563):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 2 marzo 1989, con pareri delle commissioni 10ª, 12ª e 13ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 5 ottobre 1989.

Esaminato in aula e approvato il 5 ottobre 1989.

89G0442

LEGGE 31 ottobre 1989, n. 376.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo della Repubblica popolare cinese per evitare le doppie imposizioni e per prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito, con protocollo, firmato a Pechino il 31 ottobre 1986.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica popolare cinese per evitare le doppie imposizioni e per prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito, con protocollo, firmato a Pechino il 31 ottobre 1986.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 28 dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 ottobre 1989

COSSIGA

ANDREOTTI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
DE MICHELIS, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

A C C O R D O

TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA E IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA POPOLARE CINESE PER EVITARE LE DOPPIE IMPOSIZIONI E PER PREVENIRE LE EVASIONI FISCALI IN MATERIA DI IMPOSTE SUL REDDITO

Il Governo della Repubblica Italiana e il Governo della Repubblica Popolare Cinese,

Desiderosi di concludere un Accordo per evitare le doppie imposizioni e per prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito, hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

SOGGETTI

Il presente Accordo si applica alle persone che sono residenti di uno o di entrambi gli Stati contraenti.

Articolo 2

IMPOSTE CONSIDERATE

1. Il presente Accordo si applica alle imposte sul reddito prelevate per conto di uno Stato contraente o di una sua suddivisione politica o amministrativa o di un suo ente locale, qualunque sia il sistema di prelevamento.

2. Sono considerate imposte sul reddito le imposte prelevate sul reddito complessivo o su elementi del reddito, comprese le imposte sugli utili derivanti dall'alienazione di beni mobili o immobili, le imposte sull'ammontare complessivo degli stipendi o dei salari corrisposti dalle imprese, nonché le imposte sui plusvalori.

3. Le imposte attuali cui si applica l'Accordo sono in particolare:

a) per quanto concerne la Repùbblica Popolare Cinese:

I- l'imposta sul reddito delle persone fisiche;

II- l'imposta sul reddito delle joint ventures con investimenti cinesi ed esteri;

III- l'imposta sul reddito delle imprese estere; e

IV- l'imposta locale sui redditi,

(qui di seguito indicate quali "imposta cinese");

b) per quanto concerne la Repubblica Italiana:

I- l'imposta sul reddito delle persone fisiche;

I- l'imposta sul reddito delle persone giuridiche;

III- l'imposta locale sui redditi;

ancorché riscosse mediante ritenuta alla fonte,

(qui di seguito indicate quali "imposta italiana").

4. L'Accordo si applicherà anche alle imposte future di natura identica o sostanzialmente analoga che verranno istituite dopo la firma del presente Accordo in aggiunta o in sostituzione delle imposte indicate al paragrafo 3. Le autorità competenti degli Stati contraenti si comunicheranno le modifiche sostanziali apportate alle rispettive legislazioni fiscali entro un ragionevole periodo di tempo dopo tali modifiche.

Articolo 3

DEFINIZIONI GENERALI

1. Ai fini del presente Accordo, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione:

a) il termine "Cina" designa la Repubblica Popolare Cinese; quando usato in senso geografico, designa tutto il territorio della Repubblica Popolare Cinese, compreso il suo mare territoriale, a cui si applica la legislazione fiscale cinese, ed ogni zona al di là del suo mare territoriale, su cui la Repubblica Popolare Cinese esercita i diritti di sovranità per l'esplorazione e lo sfruttamento delle risorse del fondo e del sottosuolo marino e delle risorse delle acque sovrastanti in conformità del diritto internazionale;

b) il termine "Italia" designa la Repubblica Italiana e comprende le zone adiacenti alle acque territoriali italiane che, in conformità del diritto consuetudinario internazionale e della legislazione italiana relativa all'esplorazione ed allo sfruttamento delle risorse naturali, possono essere indicate come zone all'interno delle quali possono essere esercitati i diritti dell'Italia con riguardo al fondo ed al sottosuolo marino ed alle risorse naturali;

c) i termini "uno Stato contraente" e "l'altro Stato contraente" designano, come il contesto richiede, l'Italia o la Cina;

d) il termine "persona" comprende una persona fisica, una società ed ogni altra associazione di persone;

e) il termine "società" designa qualsiasi persona giuridica o qualsiasi ente che è considerato persona giuridica ai fini fiscali;

f) le espressioni "impresa di uno Stato contraente" e "impresa dell'altro Stato contraente" designano, rispettivamente, un'impresa esercitata da un residente di uno Stato contraente e un'impresa esercitata da un residente dell'altro Stato contraente;

g) per "traffico internazionale" s'intende qualsiasi attività di trasporto effettuato per mezzo di una nave o di un aero-

mobile da parte di un'impresa la cui sede centrale o la sede di direzione effettiva é situata in uno Stato contraente, ad eccezione del caso in cui la nave o l'aeromobile siano utilizzati esclusivamente tra località situate nell'altro Stato contraente;

h) il termine "nazionali" designa:
   I- ogni persona fisica che possiede la nazionalità di uno Stato contraente;
   II- ogni persona giuridica, società di persone ed associazioni costituite in conformità della legislazione in vigore in uno Stato contraente;

i) il termine "autorità competente" designa:
   I- per quanto concerne la Cina: il Ministero delle Finanze o un suo rappresentante autorizzato;
   II- per quanto concerne la Repubblica Italiana: il Ministero delle Finanze.

2. Per l'applicazione del presente Accordo da parte di uno Stato contraente, le espressioni ivi non definite hanno il significato che ad esse è attribuito dalla legislazione di detto Stato contraente relativa alle imposte cui si applica il presente Accordo, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione.

Articolo 4

RESIDENZA

1. Ai fini del presente Accordo, l'espressione "residente di uno Stato contraente" designa ogni persona che, in virtù della legislazione di detto Stato, è assoggettata ad imposta nello stesso Stato a motivo del suo domicilio, della sua residenza, del luogo della sua sede centrale, della sede della sua direzione o di ogni altro criterio di natura analoga.

2. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona fisica è un residente di entrambi gli Stati contraenti, la sua situazione è determinata nel seguente modo:

a) detta persona è considerata residente dello Stato contraente nel quale ha un'abitazione permanente. Se dispone di un'abitazione permanente in ciascuno degli Stati contraenti, essa è considerata residente dello Stato contraente nel quale le sue relazioni personali ed economiche sono più strette (centro degli interessi vitali);

b) se non si può determinare lo Stato contraente nel quale detta persona ha il centro dei suoi interessi vitali, o se la medesima non ha un'abitazione permanente in alcuno degli Stati contraenti, essa è considerata residente dello Stato contraente in cui soggiorna abitualmente;

c) se detta persona soggiorna abitualmente in entrambi gli Stati contraenti ovvero non soggiorna abitualmente in alcuno di essi, essa è considerata residente dello Stato contraente del quale ha la nazionalità;

d) se detta persona ha la nazionalità di entrambi gli Stati contraenti o se non ha la nazionalità di alcuno di essi, le autorità competenti degli Stati contraenti risolvono la questione di comune accordo.

3. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona diversa da una persona fisica è residente di entrambi gli Stati contraenti, si ritiene che essa è residente dello Stato in cui si trova la sua sede centrale o la sede della sua direzione effettiva.

Articolo 5

STABILE ORGANIZZAZIONE

1. Ai fini del presente Accordo, l'espressione "stabile organizzazione" designa una sede fissa di affari attraverso la quale l'impresa esercita in tutto o in parte la sua attività.

2. L'espressione "stabile organizzazione" comprende in particolare:

a) una sede di direzione;

b) una succursale;

c) un ufficio;

d) un'officina;

e) un laboratorio;

f) una miniera, un pozzo di petrolio o di gas, una cava o altro luogo di estrazione di risorse naturali;

g) un cantiere di costruzione, di montaggio o di installazione o le attività di supervisione ad essi collegata, ma solo quando detto cantiere, o attività si protragga per un periodo superiore a sei mesi;

h) le prestazioni di servizi, compresi i servizi di consulenza, effettuati da un'impresa di uno Stato contraente per mezzo di impiegati o di altro personale nell'altro Stato contraente, purché tali attività si protraggano per lo stesso progetto o per un progetto collegato per un periodo o per periodi che oltrepassano in totale i sei mesi nell'arco di dodici mesi.

3. Non si considera che vi sia una "stabile organizzazione" se:

a) si fa uso di una installazione ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna di merci appartenenti all'impresa;

b) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna;

c) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini della trasformazione da parte di un'altra impresa;

d) una sede fissa di affari è utilizzata ai soli fini di acquistare merci o di raccogliere informazioni per l'impresa;

e) una sede fissa di affari è utilizzata, per l'impresa, ai soli fini di esercitare qualsiasi altra attività che abbia carattere preparatorio o ausiliario.

4. Nonostante le disposizioni dei paragrafi 1 e 2, quando una persona - diversa da un agente che goda di uno status indipendente a cui si applicano le disposizioni del paragrafo 5 - che agisce in uno Stato contraente per conto di un'impresa dell'altro Stato contraente, ha ed abitualmente esercita il potere di concludere contratti a nome dell'impresa, si considera che tale impresa abbia una stabile organizzazione in detto primo Stato contraente con riguardo ad ogni attività che tale persona svolge

per conto dell'impresa, salvo il caso in cui le sue attività siano limitate a quelle indicate nel paragrafo 3 le quali, se esercitate per mezzo di una sede fissa di affari, non qualificherebbero questa sede fissa di affari come una stabile organizzazione, in base alle disposizioni di detto paragrafo.

5. Non si considera che un'impresa di uno Stato contraente ha una stabile organizzazione nell'altro Stato contraente per il solo fatto che essa vi esercita la propria attività per mezzo di un mediatore, di un commissionario generale o di ogni altro intermediario che goda di uno status indipendente, a condizione che dette persone agiscano nell'ambito della loro ordinaria attività. Tuttavia, se le attività di detto intermediario sono esercitate esclusivamente o quasi esclusivamente per conto di detta impresa, esso non è considerato come un intermediario che gode di uno status indipendente, ai sensi del presente paragrafo.

6. Il fatto che una società residente di uno Stato contraente controlli o sia controllata da una società residente dell'altro Stato contraente ovvero svolga la sua attività in questo altro Stato (sia per mezzo di una stabile organizzazione oppure no) non costituisce di per sè motivo sufficiente per far considerare una qualsiasi delle dette società una stabile organizzazione dell'altra.

Articolo 6

REDDITI IMMOBILIARI

1. I redditi che un residente di uno Stato contraente ritrae da beni immobili (compresi i redditi delle attività agricole o forestali) situati nell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. L'espressione "beni immobili" è definita in conformità alle leggi dello Stato contraente in cui i beni stessi sono situati. L'espressione comprende in ogni caso gli accessori, le scorte morte o vive delle imprese agricole e forestali ed i diritti ai quali si applicano le disposizioni del diritto privato riguardan-

ti la proprietà fondiaria. Si considerano altresì "beni immobili" l'usufrutto dei beni immobili ed i diritti relativi a canoni variabili o fissi per lo sfruttamento o la concessione dello sfruttamento di giacimenti minerari, sorgenti ed altre risorse naturali. Le navi, i battelli e gli aeromobili non sono considerati beni immobili.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 si applicano ai redditi derivanti dalla utilizzazione diretta, dalla locazione o dall'affitto, nonché da ogni altra forma di utilizzazione di beni immobili.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 3 si applicano anche ai redditi derivanti dai beni immobili di un'impresa ed ai redditi derivanti dai beni immobili utilizzati per l'esercizio di una professione indipendente.

Articolo 7

UTILI DELLE IMPRESE

1. Gli utili di un'impresa di uno Stato contraente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che l'impresa non svolga la sua attività nell'altro Stato contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata. Se l'impresa svolge in tal modo la sua attività, gli utili dell'impresa sono imponibili nell'altro Stato ma soltanto nella misura in cui detti utili sono attribuibili alla stabile organizzazione.

2. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 3, quando un'impresa di uno Stato contraente svolge la sua attività nell'altro Stato contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, in ciascuno Stato contraente vanno attribuiti a detta stabile organizzazione gli utili che si ritiene sarebbero stati da essa conseguiti se si fosse trattato di un'impresa distinta e separata svolgente attività identiche o analoghe in condizioni identiche o analoghe e in piena indipendenza dall'impresa di cui essa costituisce una stabile organizzazione.

3. Nella determinazione degli utili di una stabile organizzazione sono ammesse in deduzione le spese sostenute per gli scopi perseguiti dalla stessa stabile organizzazione, comprese le spese di direzione e le spese generali di amministrazione, sia nello Stato in cui è situata la stabile organizzazione, sia altrove.

4. Allorchè uno degli Stati contraenti segua la prassi di determinare gli utili da attribuire ad una stabile organizzazione in base al riparto degli utili complessivi dell'impresa fra le diverse parti di essa, le disposizioni del paragrafo 2 non impediscono à detto Stato contraente di determinare gli utili imponibili secondo la ripartizione in uso. Tuttavia il metodo di riparto adottato dovrà essere tale che il risultato sia conforme ai principi contenuti nel presente articolo.

5. Nessun utile può essere attribuito ad una stabile organizzazione per il solo fatto che essa ha acquistato merci per l'impresa.

6. Ai fini dei paragrafi precedenti, gli utili da attribuire alla stabile organizzazione sono determinati annualmente con lo stesso metodo, a meno che non esistano validi e sufficienti motivi per procedere diversamente.

7. Quando gli utili comprendono elementi di reddito considerati separatamente in altri articoli del presente Accordo, le disposizioni di tali articoli non vengono modificate da quelle del presente articolo

Articolo 8

NAVIGAZIONE MARITTIMA ED AEREA

1. Gli utili derivanti dall'esercizio, in traffico internazionale, di navi o di aeromobili sono imponibili soltanto nello Stato contraente in cui è situata la sede centrale o la sede della direzione effettiva dell'impresa.

2. Se la sede centrale o la sede della direzione effettiva di un'impresa di navigazione marittima è situata a bordo di una nave, detta sede si considera situata nello Stato contraente in cui si trova il porto d'immatricolazione della nave, oppure, in mancanza di un porto d'immatricolazione, nello Stato contraente di cui è residente l'esercente la nave.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 si applicano parimenti agli utili derivanti dalla partecipazione a un fondo comune ("pool"), a un esercizio in comune o ad un organismo internazionale di esercizio.

Articolo 9

IMPRESE ASSOCIATE

Allorché

a) un'impresa di uno Stato contraente partecipa, direttamente o indirettamente,alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa dell'altro Stato contraente, o

b) le medesime persone partecipano, direttamente o indirettamente, alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa di uno Stato contraente e di un'impresa dell'altro Stato contraente,

e, nell'uno e nell'altro caso, le due imprese, nelle loro relazioni commerciali o finanziarie, sono vincolate da condizioni accettate o imposte, diverse da quelle che sarebbero state convenute tra imprese indipendenti, gli utili che, in mancanza di tali condizioni, sarebbero stati realizzati da una delle imprese, ma che a causa di dette condizioni non lo sono stati, possono essere inclusi negli utili di questa impresa e tassati in conseguenza.

Articolo 10

DIVIDENDI

1. I dividendi pagati da una società residente di uno Stato contraente ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali dividendi possono essere tassati anche nello Stato contraente di cui la società che paga i dividendi è residente, e in conformità della legislazione di detto Stato, ma, se la persona che percepisce i dividendi ne è il beneficiario effettivo, l'imposta così applicata non può eccedere il 10 per cento dell'ammontare lordo dei dividendi.

Le disposizioni del presente paragrafo non riguardano l'imposizione della società per gli utili con i quali sono stati pagati i dividendi.

3. Ai fini del presente articolo il termine "dividendi" designa i redditi derivanti da azioni, da azioni o diritti di godimento, da quote minerarie, da quote di fondatore o da altre quote di partecipazione agli utili, ad eccezione dei crediti, nonché i redditi di altre quote sociali assoggettati al medesimo regime fiscale dei redditi delle azioni secondo la legislazione fiscale dello Stato di cui è residente la società distributrice.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui il beneficiario effettivo dei dividendi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente, di cui e residente la società che paga i dividendi, sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente mediante una base fissá ivi situata, e la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso, si applicano, a seconda dei casi, le disposizioni dell'articolo 7 o dell'articolo 14.

5. Qualora una società residente di uno Stato contraente ricavi utili o redditi dall'altro Stato contraente, detto altro

Stato non può applicare alcuna imposta sui dividendi pagati dalla società, a meno che tali dividendi siano pagati ad un residente di detto altro Stato o che la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente ad una stabile organizzazione o ad una base fissa situata in detto altro Stato, né prelevare alcuna imposta, a titolo di imposizione degli utili non distribuiti, sugli utili non distribuiti della società, anche se i dividendi pagati o gli utili non distribuiti costituiscano in tutto o in parte utili o redditi provenienti da detto altro Stato.

Articolo 11

INTERESSI

1. Gli interessi provenienti da uno Stato contraente e pagati ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali interessi possono essere tassati anche nello Stato contraente dal quale essi provengono ed in conformità della legislazione di detto Stato, ma, se la persona che percepisce gli interessi ne è l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non puo eccedere il 10 per cento dell'ammontare lordo degli interessi.

3. Nonostante le disposizioni del paragrafo 2, gli interessi provenienti da uno Stato contraente sono esenti da imposta in detto Stato se gli interessi stessi sono pagati:

a) al Governo dell'altro Stato contraente, ad un suo ente locale e alla sua banca centrale o ad un istituto finanziario interamente posseduto da detto Governo;

b) ad un residente di detto altro Stato in relazione a crediti finanziati indirettamente dal Governo di detto altro Stato, da un suo ente locale e dalla sua banca centrale o da un istituto finanziario interamente posseduto da detto Governo.

4. Ai fini del presente Articolo il termine "interessi" designa i redditi dei titoli del debito pubblico, delle obbligazioni di prestiti garantiti o non da ipoteca e portanti o meno una clausola di partecipazione agli utili, e dei crediti di qualsiasi natura.

5. Le disposizioni dei paragrafi da 1 a 3 non si applicano nel caso in cui il beneficiario effettivo degli interessi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente, dal quale provengono gli interessi, sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente mediante una base fissa ivi situata, ed il credito generatore degli interessi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso, si applicano, a seconda dei casi, le disposizioni dell'articolo 7 o dell'articolo 14.

6. Gli interessi si considerano provenienti da uno Stato contraente quando il debitore è lo Stato stesso, una sua suddivisione politica o amministrativa, un suo ente locale o un residente di detto Stato. Tuttavia, quando il debitore degli interessi, sia esso residente o no di uno Stato contraente, ha in uno Stato contraente una stabile organizzazione o una base fissa per le cui necessità viene contratto il debito sul quale sono pagati gli interessi e tali interessi sono a carico della stabile organizzazione o della base fissa, gli interessi stessi si considerano provenienti dallo Stato contraente in cui è situata la stabile organizzazione o la base fissa.

7. Se, in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra il debitore e il beneficiario effettivo o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare degli interessi, tenuto conto del credito per il quale sono pagati, eccede quello che sarebbe stato convenuto tra debitore e beneficiario effettivo in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente dei pagamenti è imponibile in conformità della legislazione di ciascuno Stato contraente e tenuto conto delle altre disposizioni del presente Accordo.

Articolo 12

CANONI

1. I canoni provenienti da uno Stato contraente e pagati ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali canoni possono essere tassati anche nello Stato contraente dal quale essi provengono ed in conformità della legislazione di detto Stato, ma, se la persona che percepisce i canoni ne è l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere il 10 per cento dell'ammontare lordo dei canoni.

3. Ai fini del presente articolo il termine "canoni" designa i compensi di qualsiasi natura corrisposti per l'uso o la concessione in uso di un diritto di autore su opere letterarie, artistiche o scientifiche, ivi comprese le pellicole cinematografiche e le pellicole o registrazioni per trasmissioni radiofoniche o televisive, di brevetti, marchi di fabbrica o di commercio, disegni o modelli, progetti, formule o processi segreti, o per l'uso o la concessione in uso di attrezzature industriali, commerciali o scientifiche, o per informazioni concernenti esperienze di carattere industriale, commerciale o scientifico.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui il beneficiario effettivo dei canoni, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente dal quale provengono i canoni sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente mediante una base fissa ivi situata, ed i diritti o i beni generatori dei canoni si ricolleghino effettivamente ad esse. In tal caso, si applicano, a seconda dei casi, le disposizioni dell'articolo 7 o dell'articolo 14.

5. I canoni si considerano provenienti da uno Stato contraente quando il debitore e lo Stato stesso, una sua suddivisione politica o amministrativa, un suo ente locale o un residente di detto Stato. Tuttavia, quando il debitore dei canoni, sia esso residen-

te o no di uno Stato contraente, ha in uno Stato contraente una stabile organizzazione o una base fissa per le cui necessità è stato contratto l'obbligo al pagamento dei canoni e tali canoni sono a carico della stabile organizzazione o della base fissa, i canoni stessi si considerano provenienti dallo Stato in cui è situata la stabile organizzazione o la base fissa.

6. Se, in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra il debitore e il beneficiario effettivo o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare dei canoni, tenuto conto della prestazione, diritto od informazione per i quali sono pagati, eccede quello che sarebbe stato convenuto tra debitore e beneficiario effettivo in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente dei pagamenti è imponibile in conformità della legislazione di ciascuno Stato contraente e tenuto conto delle altre disposizioni del presente Accordo.

Articolo 13

UTILI DI CAPITALE

1. Gli utili che un residente di uno Stato contraente ricava dall'alienazione di beni immobili, di cui all'articolo 6, situati nell'altro Stato contraente, sono imponibili in detto altro Stato contraente.

2. Gli utili derivanti dall'alienazione di beni mobili facenti parte della proprietà aziendale di una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato contraente ha nell'altro Stato contraente, ovvero di beni mobili appartenenti ad una base fissa di cui dispone un residente di uno Stato contraente nell'altro Stato contraente per l'esercizio di una professione indipendente, compresi gli utili derivanti dall'alienazione di detta stabile organizzazione (da sola o in uno con l'intera impresa) o di detta base fissa, sono imponibili in detto altro Stato contraente.

3. Gli utili derivanti dall'alienazione di navi o di aeromobili impiegati in traffico internazionale o di beni mobili relativi alla gestione di tali navi o aeromobili, sono imponibili soltanto nello Stato contraente in cui è situata la sede centrale o la sede della direzione effettiva dell'impresa.

4. Gli utili derivanti dall'alienazione di azioni del capitale azionario di una società il cui patrimonio è costituito, direttamente o indirettamente, essenzialmente da beni immobili situati in uno Stato contrante sono imponibili in detto Stato contraente.

5. Gli utili derivanti dall'alienazione di azioni diverse da quelle indicate nel paragrafo 4 che costituiscono una partecipazione del 25 per cento in una società che è residente di uno Stato contraente sono imponibili in detto Stato contraente.

6. Gli utili ricavati da un residente di uno Stato contraente dall'alienazione di ogni altro bene diverso da quelli indicati nei paragrafi da 1 a 5 e provenienti dall'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato contraente.

Articolo 14

PROFESSIONI INDIPENDENTI

1. I redditi che un residente di uno Stato contraente ritrae dall'esercizio di un'attività professionale o da altre attività indipendenti di carattere analogo sono imponibili soltanto in detto Stato contraente; tuttavia, detti redditi sono imponibili anche nell'altro Stato contraente nelle seguenti circostanze:

a) se egli dispone abitualmente di una base fissa nell'altro Stato contraente per l'esercizio delle proprie attività; in tal caso i redditi sono imponibili in detto altro Stato contraente, ma unicamente nella misura in cui sono imputabili a detta base fissa; o

b) se egli soggiorna nell'altro Stato contraente per un periodo o periodi che oltrepassano in totale 183 giorni nel corso dell'anno solare considerato; in tal caso, i

redditi sono imponibili in detto altro Stato contraente ma unicamente nella misura in cui derivino dalle proprie attività svolte in detto altro Stato.

2. L'espressione "professioni indipendenti" comprende, in particolare, le attività indipendenti di carattere scientifico, letterario, artistico, educativo o pedagogico, nonché le attività indipendenti dei medici, avvocati, ingegneri, architetti, dentisti e contabili.

Articolo 15

LAVORO SUBORDINATO

1. Salve le disposizioni degli articoli 16, 18, 19, 20 e 21, i salari, gli stipendi e le altre remunerazioni analoghe che un residente di uno Stato contraente riceve in corrispettivo di un'attività dipendente possono essere tassati soltanto in detto Stato, a meno che tale attività non venga svolta nell'altro Stato contraente. Se l'attività è quivi svolta, le remunerazioni percepite a tal titolo sono imponibili in detto altro Stato.

2. Nonostante le disposizioni del paragrafo 1, le remunerazioni che un residente di uno Stato contraente riceve in corrispettivo di un'attività dipendente svolta nell'altro Stato contraente sono imponibili soltanto nel detto primo Stato se:

a) il beneficiario soggiorna nell'altro Stato per un periodo o periodi che non oltrepassano in totale 183 giorni nel corso dell'anno solare considerato; e
b) le remunerazioni sono pagate da, o per conto di, un datore di lavoro che non è residente dell'altro Stato; e
c) l'onere delle remunerazioni non è sostenuto da una stabile organizzazione o da una base fissa che il datore di lavoro ha nell'altro Stato.

3. Nonostante le disposizioni precedenti del presente articolo, le remunerazioni percepite in relazione ad un lavoro subordinato svolto a bordo di navi o di aeromobili impiegati in traffico internazionale sono imponibili nello Stato contraente in cui è situata la sede centrale o la sede della direzione effettiva dell'impresa.

Articolo 16

COMPENSI E GETTONI DI PRESENZA

La partecipazione agli utili, i gettoni di presenza e le altre retribuzioni analoghe che un residente di uno Stato contraente riceve in qualità di membro del Consiglio di amministrazione o del Collegio sindacale di una società residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

Articolo 17

ARTISTI E SPORTIVI

1. Nonostante le disposizioni degli Articoli 14 e 15, i redditi che un residente di uno Stato contraente ritrae dalle sue prestazioni personali esercitate nell'altro Stato contraente in qualità di artista dello spettacolo, quale un artista di teatro, del cinema, della radio o della televisione o in qualità di musicista nonché di sportivo, sono imponibili in detto altro Stato.

2. Quando il reddito proveniente da prestazioni personali esercitate da un artista dello spettacolo o da uno sportivo in tale qualità, è attribuito ad una persona diversa dall'artista o dallo sportivo medesimo, detto reddito può essere tassato nello Stato contraente dove dette prestazioni sono esercitate, nonostante le disposizioni degli articoli 7, 14 e 15.

3. Nonostante le disposizioni dei paragrafi 1 e 2, i redditi che gli artisti dello spettacolo o gli sportivi che sono residen-

ti di uno Stato contraente ritraggono dalle prestazioni esercitate nell'altro Stato contraente in base ad un programma di scambi culturali tra i Governi di entrambi gli Stati contraenti sono esenti da imposizione in detto altro Stato contraente.

Articolo 18

PENSIONI

Fatte salve le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 19, le pensioni e le altre remunerazioni analoghe, pagate ad un residente di uno Stato contraente in relazione ad un cessato impiego, sono imponibili soltanto in detto Stato.

Articolo 19

FUNZIONI PUBBLICHE

1. a) Le remunerazioni, diverse dalle pensioni, pagate da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale a una persona fisica, in corrispettivo di servizi resi a detto Stato o a detta suddivisione o ente locale, sono imponibili soltanto in detto Stato.
   b) Tuttavia, tali remunerazioni sono imponibili soltanto nell'altro Stato contraente qualora i servizi siano resi in detto Stato e la persona fisica sia un residente di detto Stato che:
      i) abbia la nazionalità di detto Stato; o
      ii) non sia divenuto residente di detto Stato al solo scopo di rendervi i servizi.

2. a) Le pensioni corrisposte da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale, sia direttamente sia mediante prelevamento da fondi da essi costituiti, a una persona fisica in corrispettivo di servizi resi a detto Stato o a

detta suddivisione od ente locale, sono imponibili soltanto in detto Stato.

b) Tuttavia, tali pensioni sono imponibili soltanto nell'altro Stato contraente qualora la persona fisica sia un residente di detto Stato e ne abbia la nazionalità.

3. Le disposizioni degli articoli 15, 16, 17 e 18 si applicano alle remunerazioni e pensioni pagate in corrispettivo di servizi resi nell'ambito di un'attività industriale o commerciale esercitata da uno degli Stati contraenti o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale.

Articolo 20

INSEGNANTI E RICERCATORI

Una persona fisica che è o che era residente di uno Stato contraente immediatamente prima di recarsi nell'altro Stato contraente e soggiorna in detto primo Stato contraente allo scopo di insegnare, tenere conferenze o di effettuare ricerche presso un'università, un istituto d'istruzione superiore, una scuola o un istituto di istruzione o ricerca scientifica è esente da imposizione in detto primo Stato per le remunerazioni che riceve in dipendenza di tale insegnamento, conferenze o ricerca, per un periodo non superiore a tre anni a decorrere dalla data del suo primo arrivo nel detto primo Stato contraente.

Articolo 21

STUDENTI E APPRENDISTI

1. Le somme che uno studente, un apprendista o un tirocinante che è o era immediatamente prima di recarsi in uno Stato contraente un residente dell'altro Stato contraente e che soggiorna temporaneamente in detto primo Stato unicamente ai fini di istruzione o di apprendistato riceve per il suo mantenimento, istruzione o apprendistato non sono imponibili in detto Stato contraente.

2. Le remunerazioni che uno studente, un apprendista o un tirocinante che è o era immediatamente prima di recarsi in uno Stato contraente un residente dell'altro Stato contraente riceve in relazione ad un impiego che esercita in detto primo Stato ai fini di istruzione o di apprendistato non sono imponibili in detto primo Stato.

3. Le esenzioni di cui al paragrafo 1 del presente articolo vengono applicate solamente per un periodo di tempo che é ragionevolmente o usualmente necessario per completare l'istruzione o l'apprendistato intrapreso, ma in nessun caso una persona godrà dei benefici del paragrafo 1 del presente articolo per più di 5 anni dall'inizio di tale istruzione o apprendistato.

Articolo 22

REDDITI NON ESPRESSAMENTE MENZIONATI

1. Gli elementi di reddito di un residente di uno Stato contraente, di qualsiasi provenienza, che non siano stati trattati negli articoli precedenti del presente Accordo, sono imponibili soltanto in detto Stato.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non si applicano ai redditi diversi da quelli derivanti da beni immobili, definiti nel paragrafo 2 dell'articolo 6, nel caso in cui il beneficiario dei redditi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente sia un'attività industriale o commerciale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente mediante una base fissa ivi situata, e il diritto o il bene generatore dei redditi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso, si applicano, a seconda dei casi, le disposizioni dell'articolo 7 o dell'articolo 14.

3. Nonostante le disposizioni dei paragrafi 1 e 2, gli elementi di reddito di un residente di uno Stato contraente che non sono trattati negli articoli precedenti del presente Accordo e provenienti dall'altro Stato contraente sono imponibili nell'altro Stato contraente.

Articolo 23

ELIMINAZIONE DELLA DOPPIA IMPOSIZIONE

1. Si conviene che la doppia imposizione sarà evitata conformemente ai seguenti paragrafi del presente articolo.

2. Se un residente dell'Italia possiede elementi di reddito che sono imponibili in Cina, l'Italia, nel calcolare le proprie imposte sul reddito, specificate all'articolo 2 del presente Accordo, può includere nella base imponibile di tali imposte detti elementi di reddito, a meno che espresse disposizioni del presente Accordo non stabiliscano diversamente.

In tal caso, l'Italia deve dedurre dalle imposte così calcolate l'imposta sui redditi pagata in Cina, ma l'ammontare della deduzione non puo eccedere la quota della predetta imposta italiana attribuibile ai detti elementi di reddito nella proporzione in cui gli stessi concorrono alla formazione del reddito complessivo.

Tuttavia, nessuna deduzione sarà accordata ove l'elemento di reddito venga assoggettato in Italia ad imposizione mediante ritenuta a titolo di imposta su richiesta del beneficiario di detto reddito in base alla legislazione italiana.

3. Nel caso di un residente della Cina:

- quando un residente della Repubblica Popolare Cinese percepisce un reddito dall'Italia, l'ammontare dell'imposta dovuta in Italia su tale reddito ai sensi delle disposizioni del presente Accordo è concesso un credito sull'imposta cinese applicata a tale residente; L'ammontare del credito, tuttavia, non deve eccedere l'ammontare dell'imposta cinese calcolata su tale reddito conformemente alla legislazione ed alla normativa fiscale della Repubblica Popolare Cinese;
- quando il reddito proveniente dall'Italia è un dividendo pagato da una società residente dell'Italia ad una societa residente della Repubblica Popolare Cinese che possiede non meno del 10 per cento delle azioni della

società che paga i dividendi, il credito terrà conto dell'imposta dovuta in Italia dalla società che paga i dividendi in relazione al proprio reddito.

4. Ai fini dei paragrafi 2 e 3 del presente articolo, quando l'imposta sugli utili di impresa, sui dividendi, interessi o canoni provenienti da uno Stato contraente non è prelevata o è ridotta per un periodo di tempo limitato ai sensi delle leggi e dei regolamenti di detto Stato, tale imposta non prelevata o ridotta si considera pagata per un ammontare complessivo nel caso degli utili di impresa e per un ammontare non superiore:

a) al 10 per cento dell'ammontare lordo dei dividendi e degli interessi di cui agli articoli 10 e 11;

b) al 15 per cento dell'ammontare lordo dei canoni di cui all'articolo 12.

Articolo 24

NON DISCRIMINAZIONE

1. I nazionali di uno Stato contraente non sono assoggettati nell'altro Stato contraente ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettati i nazionali di detto altro Stato che si trovino nella stessa situazione. La presente disposizione si applica altresì, nonostante le disposizioni dell'articolo 1, alle persone che non sono residenti di uno o di entrambi gli Stati contraenti.

2. L'imposizione di una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato contraente ha nell'altro Stato contraente non può essere in detto altro Stato meno favorevole dell'imposizione a carico delle imprese di detto altro Stato che svolgono la medesima attività.

La presente disposizione non può essere interpretata nel senso che faccia obbligo ad uno Stato contraente di accordare ai residenti dell'altro Stato contraente le deduzioni personali, le

esenzioni e le deduzioni d'imposta che esso accorda ai propri residenti in relazione alla loro situazione o ai loro carichi di famiglia.

3. Fatta salva l'applicazione delle disposizioni dell'articolo 9, del paragrafo 7 dell'articolo 11 o del paragrafo 6 dell'articolo 12, gli interessi, i canoni ed altre spese pagati da un'impresa di uno Stato contraente ad un residente dell'altro Stato contraente sono deducibili, ai fini della determinazione degli utili imponibili di detta impresa, nelle stesse condizioni in cui sarebbero deducibili se fossero pagati ad un residente del primo Stato.

4. Le imprese di uno Stato contraente, il cui capitale è, in tutto o in parte, direttamente o indirettamente, posseduto o controllato da uno o più residenti dell'altro Stato contraente, non sono assoggettate nel primo Stato contraente ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettate le altre imprese della stessa natura di detto primo Stato.

5. Le disposizioni del presente articolo si applicano, nonostante le disposizioni dell'articolo 2, alle imposte di ogni natura o denominazione.

Articolo 25

PROCEDURA AMICHEVOLE

1. Quando una persona ritiene che le misure adottate da uno o da entrambi gli Stati contraenti comportano o comporteranno per lui un'imposizione non conforme al presente Accordo, egli può, nonostante i ricorsi previsti dalla legislazione nazionale di detti Stati, sottoporre il caso all'autorità competente dello Stato contraente di cui è residente o, se il suo caso ricade nell'ambito di applicazione del paragrafo 1 dell'articolo 24, a quella dello Stato contraente di cui possiede la nazionalità. Il caso dovrà essere sottoposto entro i due anni che seguono la

prima notificazione della misura che comporta un'imposizione non conforme alle disposizioni del presente Accordo.

2. L'autorità competente, se il ricorso le appare fondato e se essa non è in grado di giungere ad una soddisfacente soluzione, farà del suo meglio per regolare il caso per via di amichevole composizione con l'autorità competente dell'altro Stato contraente, al fine di evitare una tassazione non conforme all'Accordo.

3. Le autorità competenti degli Stati contraenti faranno del loro meglio per risolvere per via di amichevole composizione le difficoltà o i dubbi inerenti all'interpretazione o all'applicazione dell'Accordo.

4. Le autorità competenti degli Stati contraenti potranno comunicare direttamente tra loro al fine di pervenire ad un accordo come indicato nei paragrafi 2 e 3. Qualora venga ritenuto opportuno per raggiungere un accordo, i rappresentanti delle Autorità competenti degli Stati contraenti potranno incontrarsi per uno scambio verbale di opinioni.

Articolo 26

SCAMBIO DI INFORMAZIONI

1. Le autorità competenti degli Stati contraenti si scambieranno le informazioni necessarie per applicare le disposizioni del presente Accordo o quelle delle leggi interne degli Stati contraenti relative alle imposte previste dall'Accordo, nella misura in cui la tassazione che tali leggi prevedono non è contraria al presente Accordo, e in particolare per prevenire l'evasione di tale imposte. Lo scambio di informazioni non viene limitato dall'articolo 1. Le informazioni ricevute da uno Stato contraente saranno tenute segrete, analogamente alle informazioni ottenute in base alla legislazione interna di detto Stato e saranno comunicate soltanto alle persone od autorità (ivi compresi l'autorità giudiziaria e gli organi amministrativi) incaricate dell'accertamento o della riscossione delle imposte previste dal presente

Accordo, delle procedure o dei procedimenti concernenti tali imposte, o delle decisioni di ricorsi relativi a tali imposte. Le persone od autorità sopracitate utilizzeranno tali informazioni soltanto per questi fini. Esse potranno servirsi di dette informazioni nel corso di udienze pubbliche o nei giudizi.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non possono in alcun caso essere interpretate nel senso di imporre ad uno degli Stati contraenti l'obbligo:

a) di adottare provvedimenti amministrativi in deroga alla propria legislazione e alla propria prassi amministrativa o a quelle dell'altro Stato contraente;

b) di fornire informazioni che non potrebbero essere ottenute in base alla propria legislazione o nel quadro della propria normale prassi amministrativa o di quelle dell'altro Stato contraente;

c) di trasmettere informazioni che potrebbero rivelare un segreto commerciale, industriale, professionale o un processo commerciale oppure informazioni la cui comunicazione sarebbe contraria all'ordine pubblico.

Articolo 27

AGENTI DIPLOMATICI E FUNZIONARI CONSOLARI

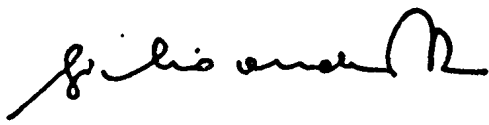
Le disposizioni del presente Accordo non pregiudicano i privilegi fiscali di cui beneficiano gli agenti diplomatici o i funzionari consolari in virtù delle regole generali del diritto internazionale o di accordi particolari.

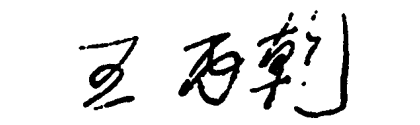
Articolo 28

ENTRATA IN VIGORE

Il presente Accordo entrerà in vigore il trentesimo giorno successivo alla data in cui avverrà lo scambio delle note diplomatiche indicanti l'avvenuto completamento delle procedure legali interne necessarie in ogni Paese per l'entrata in vigore del

presente Accordo. Il presente Accordo si applicherà con riferimento ai redditi realizzati nel periodo d'imposta che inizia il, o successivamente al, primo gennaio immediatamente successivo a quello dell'entrata in vigore del presente Accordo.

Articolo 29

DENUNCIA

Il presente Accordo rimarrà in vigore illimitatamente, ma ciascuno Stato contraente può il, o prima del, trenta giugno di ogni anno solare che inizia successivamente alla scadenza di un periodo di cinque anni dalla data della sua entrata in vigore, notificarne la cessazione per iscritto all'altro Stato contraente per via diplomatica.

In tal caso il presente Accordo cesserà di avere effetto con riferimento ai redditi realizzati nel periodo d'imposta che inizia il, o successivamente al, primo gennaio nell'anno solare immediatamente successivo a quello in cui è stata notificata la denuncia.

Fatto in duplice esemplare a Beijing il giorno 31 Ottobre 1986 , nelle linque italiana, cinese ed inglese, tutti i testi facenti egualmente fede, e prevalendo, in caso di dubbio, il testo inglese.

Per il Governo della Repubblica Italiana

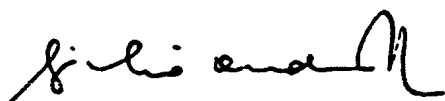
Per il Governo della Repubblica Popolare Cinese

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
DE MICHELIS

PROTOCOLLO

all'Accordo tra il Governo della Repubblica Italiana e il Governo della Repubblica Popolare Cinese per evitare le doppie imposizioni e per prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito.

All'atto della firma dell'Accordo concluso in data odierna tra il Governo della Repubblica Italiana e il Governo della Repubblica Popolare Cinese per evitare le doppie imposizioni e per prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito, i sottoscritti hanno convenuto le seguenti disposizioni che formeranno parte integrante del predetto Accordo.

Resta inteso:

a. che, qualora fosse successivamente introdotta una imposta sul patrimonio, l'Accordo si applicherà anche a tale imposta e la doppia imposizione sarà evitata in conformità alle disposizioni dell'articolo 23;

b. che, con riferimento al paragrafo 3 dell'articolo 7 dell'Accordo, non è ammessa alcuna deduzione relativa a somme (diverse dai rimborsi di spese effettive) pagate o attribuite da una stabile organizzazione di un'impresa alla sede centrale dell'impresa o ad altri suoi uffici, a titolo di:

   I- canoni, compensi o altri simili pagamenti in corrispettivo per l'uso di brevetti o altri diritti;

   II- provvigioni, per specifici servizi resi o per attività di direzione; e

   III- interessi su prestiti in favore della stabile organizzazione, salvo il caso in cui l'impresa sia un istituto bancario;

c. che, con riferimento al paragrafo 3 dell'articolo 10, il termine "dividendi" comprende gli utili distribuiti da "joint-ventures";

d. che, con riferimento al paragrafo 4 dell'articolo 11, il termine "interessi" comprende anche ogni altro provento assimilabile ai redditi di somme date in prestito, in base alla legislazione fiscale dello Stato da cui i redditi provengono;

che,

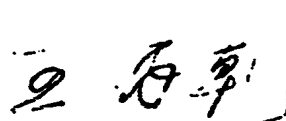
I- con riferimento al paragrafo 2 dell'articclo 12, nell'applicare la presente disposizione le somme provenienti dall'uso o dalla concessione in uso, di attrezzature industriali, commerciali o scientifiche sono imponibili in ragione del 70% dell'ammontare lordo dei canoni;

II- con ulteriore riferimento al paragrafo 2 dell'articolo 12, l'imposta ivi prevista si applica, nel caso in cui in un contratto misto siano comprese la fornitura di "know-how" tecnico e la vendita di attrezzature o macchinari, soltanto sul pagamento relativo al "know-how";

III- con riferimento al paragrafo 3 dell'articolo 12, la definizione del termine "canoni" comprende i pagamenti per l'utilizzazione di "know-how";

f. che, con riferimento all'ultima frase del paragrafo 4 dell'articolo 10, del paragrafo 5 dell'articolo 11, del paragrafo 4 dell'articolo 12 e del paragrafo 2 dell'articolo 22, le disposizioni ivi contenute non impediscono a ciascuno Stato contraente di applicare la propria legislazione nazionale, purché non sia contraria ai principi contenuti negli articoli 7 e 14 del presente Accordo;

g. che, con riferimento al paragrafo 1 dell'articolo 25, l'espressione "nonostante i ricorsi previsti dalla legislazione nazionale" significa che la attivazione della procedura amichevole non è in alternativa con la procedura contenziosa nazionale che va, in ogni caso, preventivamente instaurata laddove la controversia concerne una applicazione delle imposte non conforme al presente Accordo;

h. che, le imposte riscosse in Italia mediante ritenuta alla fonte sono rimborsate a richiesta del contribuente se il diritto alla riscossione di dette imposte è limitato dalle disposizioni del presente Accordo. Le istanze di rimborso che saranno presentate nei termini stabiliti dalla legislazione italiana devono essere corredate da un attestato ufficiale della relativa autorità competente cinese certificante che sussistono le condizioni richieste per avere diritto all'applicazione dei benefici previsti dal presente Accordo. Le autorità competenti degli Stati contraenti

stabiliranno di comune accordo, in conformità all'articolo 25 del presente Accordo, le modalità di applicazione delle precedenti disposizioni. Tuttavia, la presente disposizione non impedisce alle autorità competenti degli Stati contraenti di stabilire di comune accordo una prassi diversa dai rimborsi per la concessione delle riduzioni d'imposta previste nel presente Accordo.

Fatto in duplice esemplare a Beijing il giorno 31 Ottobre dell'anno 1986, nelle lingue italiana, cinese ed inglese, tutti i testi facenti egualmente fede, e prevalendo, in caso di dubbio, il testo inglese.

Per il Governo della Repubblica Italiana	Per il Governo della Repubblica Popolare Cinese

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
DE MICHELIS

AGREEMENT

BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ITALY AND THE GOVERNMENT OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME

The Government of the Republic of Italy and the Government of the People's Republic of China,

Desiring to conclude an Agreement to avoid double taxation and to prevent fiscal evasion with respect to taxes on income,

Have agreed as follows:

Article 1

PERSONAL SCOPE

This Agreement shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

Article 2

TAXES COVERED

1. This Agreement shall apply to taxes on income imposed on behalf of a Contracting State or of its political or administrative subdivisions or local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income all taxes imposed on total income, or on elements of income, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Agreement shall apply are in particular:

a) In the case of the People's Republic of China:

I- the individual income tax;

II- the income tax concerning joint ventures with Chinese and foreign investment;

III- the income tax concerning foreign enterprises; and

IV- the local income tax,

(hereinafter referred to as "Chinese tax")

b) In the case of the Republic of Italy:

I- the personal income tax (l'imposta sul reddito delle persone fisiche);

II- the corporate income tax (l'imposta sul reddito delle persone giuridiche);

III- the local income tax (l'imposta locale sui redditi);

even if they are collected by withholding at source, (Hereinafter referred to as "Italian tax").

4. This Agreement shall also apply to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of this Agreement in addition to, or in place of, the taxes referred to in paragraph 3. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any substantial changes which have been made in their respective taxation laws within a reasonable period of time after such changes.

Article 3

GENERAL DEFINITIONS

1. For the purposes of this Agreement, unless the context otherwise requires:

a) the term "China" means the People's Republic of China; when used in a geographical sense, means all the territory of the People's Republic of China, including its territorial sea, in which the Chinese laws relating to taxation apply, and any area beyond its territorial sea, within which the People's Republic of China has sovereign rights of exploration for and exploitation of resources of the seabed and its sub-soil and superjacent water resources in accordance with international law;

b) the term "Italy" means the Republic of Italy and includes any area beyond the territorial waters of Italy which, in accordance with the customary international law and the laws of Italy concerning the exploration for and exploitation of natural resources, may be designated as an area within which the rights of Italy with respect to the seabed and subsoil and natural resources may be exercised;

c) the terms "a Contracting State" and "the other Contracting State" mean China or Italy as the context requires;

d) the term "person" includes an individual, a company and any other body of persons;

e) the term "company" means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purposes;

f) the terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;

g) the term "international traffic" means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise which has its place of head office or its place of effective management in a Contracting State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;

h) the term "nationals" means:
   I- all individuals possessing the nationality of a Contracting State;
   II- all legal persons, partnerships and associations deriving their status as such from the laws in force in a Contracting State;

i) the term "competent authority" means:
   I- in the case of China, the Ministry of Finance, or its authorized representative;
   II- in the case of the Republic of Italy, the Ministry of Finance.

2. As regards the application of this Agreement by a Contracting State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has under the laws of that Contracting State concerning the taxes to which this Agreement applies.

Article 4

RESIDENT

1. For the purposes of this Agreement, the term "Resident of a Contracting State" means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of head office, place of management, or any other criterion of a similar nature.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:

a) He shall be deemed to be a resident of the Contracting State in which he has a permanent home available to him. If he has a permanent home available to him in both Contracting States, he shall be deemed to be a resident of the Contracting State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);

b) If the Contracting State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either Contracting State, he shall be deemed to be a resident of the Contracting State in which he has an habitual abode;

c) If he has an habitual abode in both Contracting States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident of the Contracting State of which he is a national;

d) If he is a national of both Contracting States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, then it shall be deemed to be a resident of the State in which its head office or its place of effective management is situated.

Article 5

PERMANENT ESTABLISHMENT

1. For the purposes of this Agreement, the term "permanent establishment" means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term "permanent establishment" shall include especially:

a) a place of management;

b) a branch;

c) an office;

d) a factory;

e) a workshop;

f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources;

g) a building site, a construction, assembly or installation project or supervisory activities in connection therewith, but only where such site, project or activities continue for a period of more than six months;

h) the furnishing of services, including consultancy services, by an enterprise of a Contracting State through employees or other personnel in the other Contracting State, provided that such activities continue for the same project or a connected project for a period or periods aggregating more than six months within any twelve-month period.

3. The term "permanent establishment" shall not be deemed to include:

a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;

b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;

c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;

d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise, or for collecting information, for the enterprise;

e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character.

4. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person - other than an agent of an independent Status to whom the provisions of paragraph 5 apply - is acting in a Contracting State on behalf of an enterprise of the other Contracting State, has and habitually exercises an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in the first-mentioned Contracting State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless his activities are limited to those

mentioned in paragraph 3 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

5. An enterprise of a Contracting State shall not be deemed to have a permanent establishment in the other Contracting State merely because it carries on business in that other Contracting State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business. However, when the activities of such an agent are devoted wholly or almost wholly on behalf of that enterprise, he will not be considered an agent of an independent status within the meaning of this paragraph.

6. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6

INCOME FROM IMMOVABLE PROPERTY

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. The term "immovable property" shall be defined in accordance with the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply. Usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources shall also be considered as "immovable property". Ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

Article 7

BUSINESS PROFITS

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In the determination of the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. Insofar as it has been customary in a Contracting State to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that Contracting State from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary. The method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this Article.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Agreement, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

Article 8.

SHIPPING AND AIR TRANSPORT

1. Profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the Contracting State in which the place of head office or the place of effective management of the enterprise is situated.

2. If the place of head office or the place of effective management of a shipping enterprise is aboard a ship, then it shall be deemed to be situated in the Contracting State in which the home harbour of the ship is situated, or if there is no such home harbour, in the Contracting State of which the operator of the ship is a resident.

3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

Article 9

ASSOCIATED ENTERPRISES

Where

a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or

b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ fom those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise, and taxed accordingly.

Article 10

DIVIDENDS

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the dividends the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the dividends.

The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. The term "dividends" as used in the Article means income from shares, "jouissance" shares or "jouissance" rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt- claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the taxation law of the State of which the company making the distribution is a resident.

4. The provisions of paragraph 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent

establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

5. Where a company which is a resident of a Contracting State, derives profits or income from the other Contracting State that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

Article 11

INTEREST

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises, and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the interest, the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the interest.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, interest arising in a Contracting State shall be exempt from tax in that State if the interest is paid to:

a) the Government of the other Contracting State, a local authority and the central bank thereof or any financial institution wholly owned by that Government;

b) any resident of that other State with respect to debt-claims indirectly financed by the Government of that other State, a local authority and the central bank thereof or any financial institution wholly owned by that Government.

4. The term "interest" as used in this Article means income from Government securities, bonds or debentures, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in profits, and debt-claims of every kind.

5. The provisions of paragraphs from 1 to 3 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State, in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

6. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is that State itself, a political or administrative subdivision, a local authority or a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the Contracting State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 12

ROYALTIES

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may also be taxed in the Contracting State in which they arise, and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the royal-

ties, the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the royalties.

3. The term "royalties" as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films and films or tapes for radio or television broadcasting, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for the use of, or the right to use, industrial, commercial or scientific equipment, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such a case, the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

5. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is that State itself, a political or administrative subdivision, a local authority or a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the law of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 13

CAPITAL GAINS

1. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other Contracting State may be taxed in that other Contracting State.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or together with the whole enterprise) or of such a fixed base, may be taxed in that other Contracting State.

3. Gains from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic and movable property, pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in the Contracting State in which the place of head office or the place of effective management of the enterprise is situated.

4. Gains from the alienation of shares of the capital stock of a company the property of which consists directly or indirectly principally of immovable property situated in a Contracting State may be taxed in that Contracting State.

5. Gains from the alienation of shares other than those mentioned in paragraph 4 representing a participation of 25 per cent in a company which is a resident of a Contracting State may be taxed in that Contracting State.

6. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1 to 5 and arising in the other Contracting Sate may be taxed in that other Contracting State.

Article 14

INDEPENDENT PERSONAL SERVICES

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that Contracting State; however, such income may also be taxed in the other Contracting State in the following circumstances:

a) If he has a fixed base regularly available to him in the other Contracting State for the purpose of performing his activities; in such case only so much of the income as is attributable to that fixed base may be taxed in that other Contracting State; or

b) if his stay in the other Contracting State is for a period or periods exceeding in the aggregate 183 days in the calendar year concerned; in such case only so much of the income as is derived from his activities performed in that other Contracting State may be taxed in that other State.

2. The term "professional services" includes, especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

Article 15

DEPENDENT PERSONAL SERVICES

1. Subject to the provisions of Article 16, 18, 19, 20 and 21, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

a) the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in the calendar year concerned, and

b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and

c) the remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic, may be taxed in the Contracting State in which the place of head office or the place of effective management of the enterprise is situated.

Article 16

DIRECTORS' FEES

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

Article 17

ARTISTS AND ATHLETES

1. Notwithstanding the provisions of Articles 14 and 15, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artist, or a musician, or as an athlete, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or an athlete in his capacity as such accrues not to the entertainer or athlete himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or athlete are exercised.

3. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, income derived by entertainers or athletes who are residents of a Contracting State from the activities exercised in the other Contracting State under a plan of cultural exchange between the Governments of both Contracting States shall be exempt from tax in that other Contracting State.

Article 18

PENSIONS

Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 19, pensions and other similar remuneration paid to a resident of a Contracting State in consideration of past employment shall be taxable only in that State.

Article 19

GOVERNMENT SERVICE

1. a) Remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or a political or administrative subdivision or a local authority thereof to any individual in respect of services rendered to that State or subdivision or authority shall be taxable only in that State.
   b) However, such remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of that State who:
      i) is a national of that State; or
      ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.

2. a) Any pension paid by, or out of funds created by, a Contracting State or a political or administrative subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or subdivision or authority shall be taxable only in that State.
   b) However, such pension shall be taxable only in the other Contracting State if the individual is a national of and a resident of that State.

3. The provisions of Article 15, 16, 17 and 18 shall apply to remunerations and pensions in respect of services rendered in connection with a business carried on by one of the Contracting States or a political or administrative subdivision or a local authority thereof.

Article 20

TEACHERS AND RESEARCHERS

An individual who is, or immediately before visiting a Contracting State was, a resident of the other Contracting State and is present in the first-mentioned Contracting State for the purpose of teaching, giving lectures or conducting research at a university, college, school or educational institution or scientific research institution shall be exempt from tax in the first-mentioned Contracting State, for a period not exceeding three years from the date of his first arrival in the first-mentioned Contracting State in respect of remuneration for such teaching, lectures or research.

Article 21

STUDENTS AND TRAINEES

1. Payments which a student, business apprentice or trainees who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that Contracting State.

2. Remuneration which a student, business apprentice or trainee who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State derives from an employment which he exercises in the first-mentioned State for the purpose of his education or training shall not be taxed in that first-mentioned State.

3. The exemptions under paragraph 1 of this Article shall only continue for such a period of time as may reasonably or customarily be required to complete the education or training undertaken but in no event shall any individual have the benefit of paragraph 1 of this Article for more than 5 years from the commencement of such education or training.

Article 22

OTHER INCOME

1. Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Agreement shall be taxable only in that State.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of article 6, if the recipient of such income being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

3. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, items of income of a resident of a Contracting State not dealt with in the foregoing Articles of this Agreement and arising in the other Contracting State may be taxed in that other Contracting State.

Article 23

ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION

1. It is agreed that double taxation shall be avoided in accordance with the following paragraphs of this Article.

2. If a resident of Italy owns items of income which are taxable in China, Italy, in determining its income taxes specified in Article 2 of this Agreement, may include in the basis upon which such taxes are imposed the said items of income, unless specific provisions of this Agreement otherwise provide.

In such a case, Italy shall deduct from the taxes so calculated the income tax paid in China but in an amount not exceeding that proportion of the aforesaid Italian tax which such items of income bear to the entire income.

However no deduction will be granted if the item of income is subjected in Italy to a final withholding tax by request of the recipient of the said income in accordance with the Italian law.

3. In the case of resident of China:
- where a resident of the People's Republic of China derives income from Italy, the amount of tax payable in Italy in respect of that income in accordance with the provisions of this Agreement shall be allowed as a credit against the Chinese tax imposed on that resident. The amount of credit, however, shall not exceed the amount of the Chinese tax computed as appropriate to that income in accordance with the taxation laws and regulations of the People's Republic of China.
- Where the income derived from Italy is a dividend paid by a company which is a resident of Italy to a company which is a resident of the People's Republic of China and which owns not less than 10 per cent of the shares of the company paying the dividend, the credit shall take into account the tax payable in Italy by the company paying the dividend in respect of its income.

4. For the purposes of paragraphs 2 and 3 of this Article where a tax on business profits, dividends, interest or royalties arising in a Contracting State is exempted or reduced for a limited period of time in accordance with the laws and regulations of that State, such tax which has been exempted or reduced shall be deemed to have been paid at a full amount in the case of business profits and at an amount not exceeding:
   a) 10% of the gross amount of the dividends and interest referred to under Articles 10 and 11;
   b) 15% of the gross amount of the royalties referred to under Article 12.

Article 24

NON-DISCRIMINATION

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances are or may be subjected. This provisions shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting States.

2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities.

This provision shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

3. Except where the provisions of Article 9, paragraph 7 of Article 11, or paragraph 6 of Article 12, apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State.

4. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of that first-mentioned State are or may be subjected.

5. The provisions of this Article shall, notwithstanding the provisions of Article 2, apply to taxes of every kind and description.

Article 25

MUTUAL AGREEMENT PROCEDURE

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with this Agreement, he may, notwithstanding the remedies provided by the national laws of those States, present his case to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of Article 24, to that of the Contracting State of which he is a national. The case must be presented within two

years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of this Agreement.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation not in accordance with the Agreement.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Agreement.

4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of paragraphs 2 and 3. When it seems advisable for reaching an agreement, representatives of the competent authorities of the Contracting States may meet together for an oral exchange of opinions.

Article 26

EXCHANGE OF INFORMATION

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Agreement or of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by the Agreement in so far as the taxation thereunder is not contrary to this Agreement, in particular for the prevention of evasion of such taxes. The exchange of information is not restricted by Article 1. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, or the determination of appeals in relation to, the taxes covered by the Agreement. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

a) to carry out administrative measures at variance with the laws and the administrative practice of that or of the other Contracting State;

b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;

c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (ordre public).

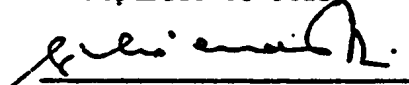
Article 27

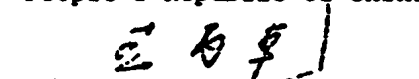
DIPLOMATIC AGENTS AND CONSULAR OFFICERS

Nothing in this Agreement shall affect the fiscal privileges of diplomatic agents or consular officers under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 28

ENTRY INTO FORCE

This Agreement shall enter into force on the thirtieth day after the date on which diplomatic notes indicating the completion of internal legal procedures necessary in each country for the entry into force of this Agreement have been exchanged. This Agreement shall have effect as respects income derived during the taxable years beginning on or after the first day of January in the calendar year next following that in which this Agreement enters into force.

Article 29

TERMINATION

This Agreement shall continue in effect indefinitely, but either of the Contracting States may, on or before the thirtieth day of June in any calendar year beginning after the expiration of a period of five years from the date of its entry into force, give written notice of termination to the other Contracting State through the diplomatic channel. In such event this Agreement shall cease to have effect as respects income derived during the taxable years beginning on or after the first day of January in the calendar year next following that in which the notice of termination is given.

Done in duplicate at Beijing, the 31st day of October of the year 1986, in the Italian, Chinese and English languages, all texts being equally authoritative, except in the case of doubts, when the English text shall prevail.

For the Government of the Republic of Italy

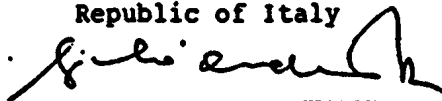
For the Government of the People's Republic of China

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
DE MICHELIS

PROTOCOL

to the Agreement between the Government of the Republic of Italy and the Government of the People's Republic of China for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income.

At the signing of the Agreement concluded today between the Government of the Republic of Italy and the Government of the People's Republic of China for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income the undersigned have agreed upon the following provisions which shall form an integral part of the said Agreement.

It is understood:

a. that, where a tax on capital is subsequently introduced, the Agreement shall also apply to such tax and the double taxation shall be avoided according to the provisions of Article 23;

b. that, with reference to paragraph 3 of Article 7 of the Agreement, no deduction shall be allowed in respect of amounts paid or charged (other than reimbursement of actual expense) by a permanent establishment of an enterprise to the head office of the enterprise or any other offices thereof, by way of:
   - I- royalties, fees or other similar payments in return for the use of patents or other rights;
   - II- commission, for specific services performed or for management; and
   - III- interest on money lent to the permanent establishment; except where the enterprise is a banking institution;

c. that, with reference to paragraph 3 of Article 10, the term "dividends" includes the profits distributed by joint-ventures;

d. that, with reference to paragraph 4 of Article 11, the term "interest" shall also include other income assimilated to income from money lent by the taxation laws of the State in which the income arises;

e. that,

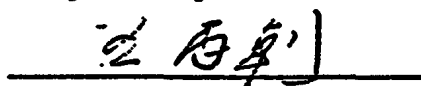
I- with reference to paragraph 2 of Article 12, when applying this provision payments derived from the use, or the right to use, of industrial, commercial or scientific equipments shall be taxed on the basis of 70% of the gross amount of royalties;

II- with further reference to paragraph 2 of Article 12, the tax therein provided shall apply, in the case where a mixed contract includes the supply of technical know-how as well as the sale of equipment or machinery, only on the relevant payment for know-how;

III- with reference to paragraph 3 of Article 12, the definition of the term "royalties" includes payments for the use of know-how;

f. that, with reference to the last sentence of paragraph 4 of Article 10, of paragraph 5 of Article 11, of paragraph 4 of Article 12 and paragraph 2 of Article 22, the provisions therein contained shall not prevent either Contracting State from applying its internal law, provided that it is not contrary to the principles embodied in Articles 7 and 14 of this Agreement;

g. that, with reference to paragraph 1 of Article 25, the expression "notwithstanding the remedies provided by the national laws" means that the mutual agreement procedure is not alternative with the national contentious proceedings which shall be, in any case, first of all initiated, when the claim is related with an assessment of the taxes not in accordance with this Agreement;

h. that, taxes withheld at the source in Italy will be refunded by request of the tax payer if the right to collect the said taxes is affected by the provisions of this Agreement. Claims for refund, that shall be produced within the time limit fixed by the law of Italy, shall be accompanied by an official certificate of the Chinese relevant competent authorities certifying the existence of the conditions required for being entitled to the application of the allowances provided for by this Agreement. The competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement settle the mode of application of the preceding provisions, in accordance with Article 25 of this Agreement. However,

this provision shall not prevent the competent authorities of the Contracting States from the carrying out, by mutual agreement, of practice other than refunds for the allowance of the reductions for taxation purposes provided for in this Agreement.

Done in duplicate at Beijing the 31st day of October 1986, in the Italian, Chinese and English languages, all the texts being equally authoritative, except in the case of doubts when the English text shall prevail.

For the Government of the Republic of Italy

For the Government of the People's Republic of China

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
DE MICHELIS

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2232):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 25 gennaio 1988.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 12 maggio 1988, con pareri delle commissioni V e VI.

Esaminato dalla III commissione il 6 ottobre 1988.

Esaminato in aula il 31 gennaio 1989 e approvato il 1° febbraio 1989.

Senato della Repubblica (atto n. 1559):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 16 marzo 1989, con pareri delle commissioni 5ª, 6ª e 8ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 28 settembre 1989.

Relazione scritta annunciata il 3 ottobre 1989 (atto n. 1559/*A* - relatore sen. GEROSA).

Esaminato in aula e approvato il 5 ottobre 1989.

89G0443

LEGGE 31 ottobre 1989, n. 377.

Ratifica ed esecuzone dell'accordo tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica dell'Ecuador per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio e per prevenire le evasioni fiscali, con protocollo, firmata a Quito il 23 maggio 1984.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo della Repubblica dell'Ecuador per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio e per prevenire le evasioni fiscali, con protocollo, firmata a Quito il 23 maggio 1984.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 30 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 ottobre 1989

COSSIGA

ANDREOTTI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DE MICHELIS, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

CONVENZIONE TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA DELL'ECUADOR E IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA PER EVITARE LE DOPPIE IMPOSIZIONI IN MATERIA DI IMPOSTE SUL REDDITO E SUL PATRIMONIO E PER PREVENIRE LE EVASIONI FISCALI

Il Governo della Repubblica dell'Ecuador e il .Governo della Repubblica italiana, desiderosi di concludere una convenzione per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio e per prevenire le evasioni fiscali, hanno convenuto le seguenti disposizioni:

CAPITOLO I

CAMPO DI APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE

Articolo 1.

(Soggetti).

1. La presente convenzione si applica alle persone che sono residenti di uno o di entrambi gli Stati contraenti.

Articolo 2.

(Imposte considerate).

1. La presente convenzione si applica alle imposte sul reddito e sul patrimonio prelevate per conto di ciascuno degli Stati contraenti, delle sue suddivisioni politiche o amministrative o dei suoi enti locali, qualunque sia il sistema di prelevamento.

2. Sono considerate imposte sul reddito e sul patrimonio le imposte prelevate sul reddito complessivo, o sul patrimonio complessivo, o su elementi del reddito o del patrimonio, comprese le imposte sugli utili derivanti dall'alienazione di beni mobili o immobili, sull'ammontare dei salari corrisposti dalle imprese, nonché le imposte sui plusvalori.

3. Le imposte attuali cui si applica la convenzione sono:

a) per quanto concerne l'Ecuador:

1) l'imposta sul reddito *(el impuesto sobre la renta)*;

2) le sovrimposte sul reddito *(los impuestos adicionales sobre la renta)*;

3) l'imposta sul capitale circolante *(el impuesto a los capitales en giro)*;
(qui di seguito indicate quali « imposta ecuadoriana »)

b) per quanto concerne l'Italia:

1) l'imposta sul reddito delle persone fisiche;

2) l'imposta sul reddito delle persone giuridiche;

3) l'imposta locale sui redditi.
(qui di seguito indicate quali « imposta italiana »)

4. La convenzione si applicherà anche alle imposte di natura essenzialmente identica o economicamente analoga che si aggiungeranno dopo la firma della presente convenzione alle imposte attuali o le sostituiranno. Le autorità competenti degli Stati contraenti si comunicheranno le modifiche importanti apportate alle loro rispettive legislazioni fiscali.

CAPITOLO II

DEFINIZIONI

Articolo 3.

(Definizioni generali).

1. Ai fini della presente convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione:

a) il termine « Italia » designa la Repubblica italiana;

b) il termine « Ecuador » designa la Repubblica dell'Ecuador;

c) le espressioni « uno Stato contraente » e « l'altro Stato contraente » designano, come il contesto richiede, l'Italia o l'Ecuador;

d) il termine « persona » comprende le persone fisiche, le società ed ogni altra associazione di persone;

e) il termine « società » designa qualsiasi persona giuridica o qualsiasi ente che è considerato persona giuridica ai fini dell'imposizione;

f) le espressioni « impresa di uno Stato contraente » e « impresa dell'altro Stato contraente » designano, rispettivamente, una impresa esercitata da un residente di uno Stato contraente e un'impresa esercitata da un residente dell'altro Stato contraente;

g) per « traffico internazionale » s'intende qualsiasi attività di trasporto effettuato per mezzo di una nave o di un aeromobile da parte di un'impresa la cui sede di direzione effettiva è situata in uno

Stato contraente, ad eccezione del caso in cui la nave o l'aeromobile sia utilizzato esclusivamente tra località situate nell'altro Stato contraente;

h) il termine « nazionali » designa:

1) ogni persona fisica che possiede la nazionalità di uno Stato contraente; e

2) ogni persona giuridica, società di persone ed associazione costituite in conformità della legislazione in vigore in uno Stato contraente;

i) l'espressione « autorità competente » designa:

1) per quanto concerne l'Italia, il Ministero delle finanze;

2) per quanto concerne l'Ecuador, il Ministero delle finanze e del credito pubblico.

2. Per l'applicazione della presente convenzione da parte di uno Stato contraente, le espressioni non diversamente definite hanno il significato che ad esse è attribuito dalla legislazione di detto Stato contraente relativa alle imposte oggetto della convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione.

Articolo 4.

(Residente).

1. Ai fini della presente convenzione, l'espressione « residente di uno Stato contraente » designa ogni persona che, in virtù della legislazione di detto Stato, è assoggettata ad imposta nello stesso Stato, a motivo del suo domicilio, della sua residenza, della sede della sua direzione o di ogni altro criterio di natura analoga. Tuttavia, tale espressione non comprende le persone che sono imponibili in questo Stato soltanto per il reddito che esse ricavano da fonti situate in detto Stato.

2. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona fisica è considerata residente di entrambi gli Stati contraenti, la sua situazione è determinata nel seguente modo:

a) detta persona è considerata residente dello Stato contraente nel quale ha un'abitazione permanente. Quando essa dispone di una abitazione permanente in ciascuno degli Stati contraenti, è considerata residente dello Stato contraente nel quale le sue relazioni personali ed economiche sono più strette (centro degli interessi vitali);

b) se non si può determinare lo Stato nel quale detta persona ha il centro dei suoi interessi vitali, o se la medesima non ha un'abitazione permanente in alcuno degli Stati contraenti, essa è considerata residente dello Stato contraente in cui soggiorna abitualmente;

c) se detta persona soggiorna abitualmente in entrambi gli Stati contraenti ovvero non soggiorna abitualmente in alcuno di essi, essa è considerata residente dello Stato contraente del quale ha la nazionalità;

d) se detta persona ha la nazionalità di entrambi gli Stati contraenti, o se non ha la nazionalità di alcuno di essi, le autorità competenti degli Stati contraenti risolvono la questione di comune accordo.

3. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona diversa da una persona fisica è considerata residente di entrambi gli Stati contraenti, si ritiene che essa è residente dello Stato in cui si trova la sede della sua direzione effettiva.

Articolo 5.

(Stabile organizzazione).

1. Ai fini della presente convenzione, l'espressione « stabile organizzazione » designa una sede fissa di affari mediante la quale un'impresa esercita in tutto o in parte la sua attività.

2. L'espressione « stabile organizzazione » comprende in particolare:

a) una sede di direzione;

b) una succursale;

c) un ufficio;

d) un'officina;

e) un laboratorio;

f) una miniera, una cava o altro luogo di estrazione di risorse naturali;

g) un cantiere di costruzione o di montaggio la cui durata oltrepassa i dodici mesi.

3. Non si considera che vi sia una « stabile organizzazione » se:

a) si fa uso di un'installazione ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna di merci appartenenti all'impresa;

b) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna;

c) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini della trasformazione da parte di un'altra impresa;

d) una sede fissa di affari è utilizzata ai soli fini di acquistare merci o di raccogliere informazioni per l'impresa;

e) una sede fissa di affari è utilizzata, per l'impresa, ai soli fini di pubblicità, di fornire informazioni, di ricerche scientifiche o di attività analoghe che abbiano carattere preparatorio o ausiliario.

4. Una persona che agisce in uno Stato contraente per conto di un'impresa dell'altro Stato contraente — diversa da un agente che goda di uno *status* indipendente, di cui al paragrafo 5 — è considerata « stabile organizzazione » nel primo Stato se dispone nello Stato stesso di poteri che esercita abitualmente e che le permettano di concludere contratti a nome dell'impresa, salvo il caso in cui l'attività di detta persona sia limitata all'acquisto di merci per l'impresa.

5. Non si considera che un'impresa ha una stabile organizzazione in uno Stato contraente per il solo fatto che essa vi esercita la propria attività per mezzo di un mediatore, di un commissionario generale o di ogni altro agente che goda di uno *status* indipendente, a condizione che dette persone agiscano nell'ambito della loro ordinaria attività.

6. Il fatto che una società residente di uno Stato contraente controlli o sia controllata da una società residente dell'altro Stato contraente ovvero svolga la sua attività in questo altro Stato (sia per mezzo di una stabile organizzazione oppure no) non costituisce di per sé motivo sufficiente per far considerare una qualsiasi delle dette società una stabile organizzazione dell'altra.

CAPITOLO III

TASSAZIONE DEI REDDITI

Articolo 6.

(Redditi immobiliari).

1. I redditi che un residente di uno Stato contraente ritrae da beni immobili (compresi i redditi delle attività agricole o forestali) situati nell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. L'espressione « beni immobili » ha il significato che ad essa è attribuito dal diritto dello Stato contraente in cui i beni stessi sono situati. L'espressione comprende in ogni caso gli accessori, le scorte e le attrezzature delle imprese agricole e forestali, nonché i diritti ai quali si applicano le disposizioni del diritto privato riguardanti la proprietà fondiaria. Si considerano altresì « beni immobili » l'usufrutto dei beni immobili e i diritti relativi a pagamenti variabili o fissi per lo sfruttamento o la concessione dello sfruttamento di giacimenti minerali, sorgenti ed altre ricchezze del suolo. Le navi, i battelli e gli aeromobili non sono considerati beni immobili.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 si applicano ai redditi derivanti dall'utilizzazione diretta, dalla locazione o dall'affitto, nonché da ogni altra forma di utilizzazione di beni immobili.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 3 si applicano anche ai redditi derivanti da beni immobili di un'impresa nonché dai beni immobili utilizzati per l'esercizio di una libera professione.

Articolo 7.

(Utili delle imprese).

1. Gli utili di un'impresa di uno Stato contraente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che l'impresa non svolga la sua attività nell'altro Stato contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata. In quest'ultimo caso, gli utili dell'impresa sono imponibili nell'altro Stato ma soltanto nella misura in cui detti utili sono attribuiti alla stabile organizzazione.

2. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 3, quando un'impresa di uno Stato contraente svolge la sua attività nell'altro Stato contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, in ciascuno Stato contraente vanno attribuiti a detta stabile organizzazione gli utili che si ritiene sarebbero stati da essa conseguiti se si fosse trattato di un'impresa distinta e separata svolgente attività identiche o analoghe in condizioni identiche o analoghe e in piena indipendenza dall'impresa di cui essa costituisce una stabile organizzazione.

3. Nella determinazione degli utili di una stabile organizzazione sono ammesse in deduzione le spese sostenute per gli scopi perseguiti dalla stessa stabile organizzazione, comprese le spese di direzione e le spese generali di amministrazione, sia nello Stato in cui è situata la stabile organizzazione, sia altrove.

4. Qualora uno degli Stati contraenti segua la prassi di determinare gli utili da attribuire ad una stabile organizzazione in base al riparto degli utili complessivi dell'impresa fra le diverse parti di essa, la disposizione del paragrafo 2 non impedisce a detto Stato contraente di determinare gli utili imponibili secondo la ripartizione in uso. Tuttavia, il metodo di riparto adottato dovrà essere tale che il risultato sia conforme ai princìpi contenuti nel presente articolo.

5. Nessun utile può essere attribuito ad una stabile organizzazione per il solo fatto che essa ha acquistato merci per l'impresa.

6. Ai fini dei paragrafi precedenti, gli utili da attribuire alla stabile organizzazione sono determinati annualmente con lo stesso metodo, a meno che non esistano validi e sufficienti motivi per procedere diversamente.

7. Quando gli utili comprendono elementi di reddito considerati separatamente in altri articoli della presente convenzione le disposizioni di tali articoli non vengono modificate da quelle del presente articolo.

Articolo 8.

(Navigazione marittima ed aerea).

1. Gli utili derivanti dall'esercizio, in traffico internazionale, di navi o di aeromobili sono imponibili soltanto nello Stato contraente in cui è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

2. Se la sede della direzione effettiva dell'impresa di navigazione è situata a bordo di una nave, detta sede si considera situata nello Stato contraente in cui si trova il porto di immatricolazione della nave, oppure, in mancanza di un porto d'immatricolazione, nello Stato contraente di cui è residente l'esercente della nave.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 si applicano parimenti agli utili derivanti dalla partecipazione a un fondo comune (« *pool* »), ad un esercizio in comune o ad un organismo internazionale di esercizio.

Articolo 9.

(Imprese associate).

Allorché:

a) un'impresa di uno Stato contraente partecipa, direttamente o indirettamente, alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa dell'altro Stato contraente, o

b) le medesime persone partecipano, direttamente o indirettamente, alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa di uno Stato contraente e di un'impresa dell'altro Stato contraente, e, nell'uno o nell'altro caso, le due imprese, nelle loro relazioni commerciali o finanziarie, sono vincolate da condizioni accettate o imposte, diverse da quelle che sarebbero state convenute tra imprese indipendenti, gli utili che, in mancanza di tali condizioni, sarebbero stati realizzati da una delle imprese, ma che a causa di dette condizioni non lo sono stati, possono essere inclusi negli utili di questa impresa e tassati in conseguenza.

Articolo 10.

(Dividendi).

1. I dividendi pagati da una società residente di uno Stato contraente ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali dividendi possono essere tassati anche nello Stato contraente di cui la società che paga i dividendi è residente ed in conformità alla legislazione di detto Stato, ma, se la persona che percepisce i dividendi ne è l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere il 15 per cento dell'ammontare lordo di tali dividendi.

Le autorità competenti degli Stati contraenti stabiliranno di comune accordo le modalità di applicazione di tale limitazione.

Questo paragrafo non riguarda l'imposizione della società per gli utili cui sono stati imputati i dividendi.

3. Ai fini del presente articolo, il termine « dividendi » designa i redditi derivanti da azioni, da azioni o da diritti di godimento, da

quote minerarie, da quote fondatore o da altre quote di partecipazione agli utili, ad eccezione dei crediti, nonché i redditi di altre quote sociali assoggettati al medesimo regime fiscale dei redditi delle azioni secondo la legislazione fiscale dello Stato di cui è residente la società distributrice.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui il beneficiario dei dividendi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente, di cui è residente la società che paga i dividendi, sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una libera professione mediante una base fissa ivi situata, e la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente ad esse.

In tal caso, i dividendi sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

5. Qualora una società residente di uno Stato contraente ricavi utili o redditi dall'altro Stato contraente, detto altro Stato non può applicare alcuna imposta sui dividenti pagati dalla società, a meno che tali dividendi siano pagati ad un residente di detto altro Stato o che la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente ad una stabile organizzazione o a una base fissa situata in detto altro Stato, né prelevare alcuna imposta, a titolo di imposizione degli utili non distribuiti, sugli utili non distribuiti della società, anche se i dividendi pagati o gli utili non distribuiti costituiscano in tutto o in parte utili o redditi realizzati in detto altro Stato.

Articolo 11.

(Interessi).

1. Gli interessi provenienti da uno Stato contraente e pagati ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali interessi possono essere tassati anche nello Stato contraente dal quale essi provengono ed in conformità della legislazione di detto Stato, ma, se la persona che percepisce gli interessi ne è l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere il 10 per cento dell'ammontare lordo degli interessi. Le autorità competenti degli Stati contraenti regoleranno di comune accordo le modalità di applicazione di tale limitazione.

3. Nonostante le disposizioni del paragrafo 2, gli interessi provenienti da uno degli Stati contraenti sono esenti da imposta in detto Stato se:

a) il debitore degli interessi è il Governo di detto Stato contraente o un suo ente locale; o

b) gli interessi sono pagati al Governo dell'altro Stato contraente o ad un suo ente locale o ad un ente od organismo (compresi gli istituti finanziari) interamente di proprietà di questo Stato contraente o di un suo ente locale; o

c) gli interessi sono pagati ad altri enti od organismi (compresi gli istituti finanziari) in dipendenza di finanziamenti da essi concessi nel quadro di accordi conclusi tra i Governi degli Stati contraenti.

4. Ai fini del presente articolo il termine « interessi » designa i redditi dei titoli del debito pubblico, delle obbligazioni di prestiti garantiti o non da ipoteca e portanti o meno una clausola di partecipazione agli utili, e dei crediti di qualsiasi natura, nonché ogni altro provento assimilabile ai redditi di somme date in prestito in base alla legislazione fiscale dello Stato da cui i redditi provengono.

5. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 3 non si applicano nel caso in cui il beneficiario degli interessi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente dal quale provengono gli interessi sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una libera professione mediante una base fissa ivi situata e il credito generatore degli interessi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso gli interessi sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

6. Gli interessi si considerano provenienti da uno Stato contraente quando il debitore è lo Stato stesso, una sua suddivisione politica o amministrativa, un suo ente locale o un residente di detto Stato.

Tuttavia, quando il debitore degli interessi, sia esso residente o no di uno Stato contraente, ha in uno Stato contraente una stabile organizzazione o una base fissa per le cui necessità viene contratto il debito sul quale sono pagati gli interessi, e tali interessi sono a carico della stabile organizzazione o della base fissa, gli interessi stessi si considerano provenienti dallo Stato contraente in cui è situata la stabile organizzazione o la base fissa.

7. Se, in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra debitore e beneficiario effettivo degli interessi o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare degli interessi pagati, tenuto conto del credito per il quale sono pagati, eccede quello che sarebbe stato convenuto tra debitore e creditore in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente dei pagamenti è imponibile in conformità della legislazione di ciascuno Stato contraente e tenuto conto delle altre disposizioni della presente convenzione.

Articolo 12.

(Canoni).

1. I canoni provenienti da uno Stato contraente e pagati ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali canoni possono essere tassati anche nello Stato contraente dal quale essi provengono e in conformità della legislazione di detto Stato, ma, se la persona che percepisce i canoni ne è

l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere il 5 per cento dell'ammontare lordo dei canoni. Le autorità compententi degli Stati contraenti regoleranno di comune accordo le modalità di applicazione di tale limitazione.

3. Ai fini del presente articolo il termine « canoni » designa i compensi di qualsiasi natura corrisposti per l'uso o la concessione in uso di un diritto di autore su opere letterarie, artistiche e scientifiche, ivi comprese le pellicole cinematografiche e le registrazioni per trasmissioni radiofoniche o televisive, di brevetti, marchi di fabbrica o di commercio, disegni o modelli, progetti, formule o processi segreti, nonché per l'uso o la concessione in uso di attrezzature industriali, commerciali o scientifiche e per informazioni concernenti esperienze di carattere industriale, commerciale o scientifico.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui il beneficiario dei canoni, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente dal quale provengono i canoni, sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una libera professione mediante una base fissa ivi situata, ed i diritti o i beni generatori dei canoni si ricolleghino effettivamente ad esse. In tal caso, i canoni sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

5. Se, in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra il debitore e il beneficiario effettivo dei canoni o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare dei canoni pagati, tenuto conto della prestazione per la quale sono pagati, eccede quello che sarebbe stato convenuto tra debitore e beneficiario effettivo in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente dei pagamenti è imponibile in conformità della legislazione di ciascuno Stato contraente e tenuto conto delle altre disposizioni della presente Convenzione.

Articolo 13.

(Utili di capitale).

1. Gli utili provenienti dall'alienazione di beni immobili secondo la definizione di cui al paragrafo 2 dell'articolo 6, sono imponibili nello Stato contraente dove detti beni sono situati.

2. Gli utili provenienti dall'alienazione di beni mobili appartenenti ad una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato contraente ha nell'altro Stato contraente, ovvero di beni mobili appartenenti ad una base fissa di cui dispone un residente di uno Stato contraente nell'altro Stato contraente per l'esercizio di una libera professione, compresi gli utili provenienti dall'alienazione totale di detta stabile organizzazione (da sola od in uno con l'intera impresa) o di detta base fissa, sono imponibili in detto altro Stato. Tuttavia, gli utili provenienti dall'alienazione di navi o di aeromobili in traffico internazionale, come pure i beni mobili destinati al loro esercizio, sono imponibili soltanto nello Stato contraente in cui si trova la sede della direzione effettiva dell'impresa.

3. Gli utili provenienti dall'alienazione di ogni altro bene diverso da quelli menzionati ai paragrafi 1 e 2 sono imponibili soltanto nello Stato contraente di cui l'alienante è residente.

Articolo 14.

(Professioni indipendenti).

1. I redditi che un residente di uno Stato contraente ritrae dall'esercizio di una libera professione o da altre attività indipendenti di carattere analogo sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che tale residente non disponga abitualmente, nell'altro Stato contraente, di una base fissa per l'esercizio delle sue attività. Se egli dispone di tale base fissa, i redditi sono imponibili nell'altro Stato ma unicamente nella misura in cui sono imputabili ad essa.

2. L'espressione « libera professione » comprende in particolare le attività indipendenti di carattere scientifico, letterario, artistico, educativo o pedagogico, nonché le attività indipendenti dei medici, avvocati, ingegneri, architetti, dentisti, contabili e revisori.

Articolo 15.

(Lavoro subordinato).

1. Fatte salve le disposizioni degli articoli 16, 18, 19 e 20, i salari, gli stipendi e le altre remunerazioni analoghe che un residente di uno Stato contraente riceve in corrispettivo di un'attività dipendente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che tale attività non venga svolta nell'altro Stato contraente. Se l'attività è quivi svolta, le remunerazioni precepite a tal titolo sono imponibili in questo altro Stato.

2. Nonostante le disposizioni del paragrafo 1, le remunerazioni che un residente di uno Stato contraente riceve in corrispettivo di un'attività dipendente svolta nell'altro Stato contraente sono imponibili soltanto nel primo Stato se:

a) il beneficiario soggiorna nell'altro Stato per un periodo o periodi che non oltrepassano in totale 183 giorni nel corso dell'anno fiscale considerato; e

b) le remunerazioni sono pagate da o a nome di un datore di lavoro che non è residente dell'altro Stato; e

c) l'onere delle remunerazioni non è sostenuto da una stabile organizzazione o da una base fissa che il datore di lavoro ha nell'altro Stato.

3. Nonostante le disposizioni precedenti del presente articolo, le remunerazioni relative a lavoro subordinato svolto a bordo di navi o di aeromobili in traffico internazionale sono imponibili nello Stato contraente nel quale è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

Articolo 16.

(Compensi e gettoni di presenza).

La partecipazione agli utili, i gettoni di presenza e le altre retribuzioni analoghe che un residente di uno Stato contraente riceve in qualità di membro del consiglio di amministrazione o del collegio sindacale di una società residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

Articolo 17.

(Artisti e sportivi).

1. Nonostante le disposizioni degli articoli 14 e 15, i redditi che un residente di uno Stato contraente ritrae dalle sue prestazioni personali nell'altro Stato contraente in qualità di artista dello spettacolo, attore di teatro, del cinema, della radio o della televisione, o di musicista, nonché di sportivo, sono imponibili in questo altro Stato.

2. Nonostante le disposizioni degli articoli 7, 14 e 15, quando il reddito proveniente da prestazioni personali di un artista dello spettacolo o di uno sportivo, in tale qualità, è attribuita ad un persona diversa dall'artista o dallo sportivo medesimi, detto reddito può essere tassato nello Stato contraente dove dette prestazioni sono svolte.

3. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano alle remunerazioni ed ai redditi derivanti da prestazioni o attività esercitate in uno Stato contraente, qualora il soggiorno in detto Stato sia finanziato direttamente o indirettamente, interamente o essenzialmente con fondi pubblici dell'altro Stato contraente, di una sua suddivisione politica o amministrativa, o di un suo ente locale.

Articolo 18.

(Pensioni).

Fatte salve le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 19, le pensioni e le altre remunerazioni analoghe, pagate ad un residente di uno Stato contraente in relazione ad un cessato impiego, sono imponibili soltanto in questo Stato.

Articolo 19.

(Funzioni pubbliche).

1. *a)* Le remunerazioni, diverse dalle pensioni, pagate da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale ad una persona fisica, in corrispettivo di

servizi resi a detto Stato o a detta suddivisione od ente locale, sono imponibili soltanto in questo Stato.

b) Tuttavia, tali remunerazioni sono imponibili soltanto nell'altro Stato contraente qualora i servizi siano resi in detto Stato e la persona fisica sia un residente di quest'ultimo Stato che:

i) abbia la nazionalità di detto Stato, o

ii) non sia divenuto residente di detto Stato al solo scopo di rendervi i servizi.

2. *a)* Le pensioni corrisposte da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale, sia direttamente sia mediante prelevamento da fondi da essi costituiti, a una persona fisica in corrispettivo di servizi resi a detto Stato o a detta suddivisione od ente locale, sono imponibili soltanto in questo Stato.

b) Tuttavia, tali pensioni sono imponibili soltanto nello Stato contraente di cui il beneficiario è residente e nazionale.

3. Le disposizioni degli articoli 15, 16 e 18 si applicano alle remunerazioni o pensioni pagate in corrispettivo di servizi resi nell'ambito di una attività industriale o commerciale esercitata da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale.

Articolo 20.

(Professori).

I professori o i ricercatori che soggiornano temporaneamente in uno Stato contraente, per un periodo non superiore a due anni, al fine di insegnare o di effettuare ricerche scientifiche presso università, collegio, scuola od altro istituto similare, e che sono o erano immediatamente prima di tale soggiorno, residenti dell'altro Stato contraente, non sono imponibili nel primo Stato contraente per le remunerazioni che ricevono per dette attività di insegnamento o di ricerca, a condizione che tali somme provengano da fonti situate fuori di detto primo Stato.

Articolo 21.

(Studenti).

1. Le somme che uno studente o un apprendista il quale è, o era immediatamente prima di recarsi in uno Stato contraente, residente dell'altro Stato contraente e che soggiorna nel primo Stato al solo scopo di compiervi i suoi studi o di attendere alla propria formazione professionale, riceve per sopperire alle spese di mantenimento, di istruzione o di formazione professionale, non sono imponibili in detto primo Stato, a condizione che tali somme provengano da fonti situate fuori di detto Stato.

2. Le somme che uno studente o un apprendista il quale è, o era immediatamente prima di recarsi in uno Stato contraente, residente dell'altro Stato contraente, riceve in conseguenza di un'attività dipendente svolta in modo occasionale e non a tempo pieno nel primo Stato contraente, per un periodo ragionevolmente giustificato in considerazione delle finalità menzionate al paragrafo 1, non sono imponibili in detto primo Stato.

Articolo 22.

(Altri redditi).

1. Gli elementi di reddito di un residente di uno Stato contraente, di qualsiasi provenienza, che non sono stati trattati negli articoli precedenti della presente convenzione sono imponibili soltanto in questo Stato.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non si applicano nel caso in cui il beneficiario del reddito, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente mediante una base fissa ivi situata, ed il diritto od il bene produttivo del reddito si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso, gli elementi di reddito sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

CAPITOLO IV

IMPOSIZIONE DEL PATRIMONIO

Articolo 23.

(Patrimonio).

1. Il patrimonio costituito da beni immobili, considerati all'articolo 6, posseduto da un residente di uno Stato contraente e situato nell'altro Stato contraente, è imponibile in detto altro Stato.

2. Il patrimonio costituito da beni mobili che fanno parte dell'attivo di una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato contraente possiede nell'altro Stato contraente o da beni mobili appartenenti ad una base fissa di cui un residente di uno Stato contraente dispone nell'altro Stato contraente per l'esercizio di una professione indipendente è imponibile in detto altro Stato.

3. Il patrimonio costituito da navi od aeromobili utilizzati in traffico internazionale e da beni mobili destinati al loro esercizio, è imponibile soltanto nello Stato contraente in cui si trova la sede della direzione effettiva dell'impresa.

4. Tutti gli altri elementi del patrimonio di un residente di uno Stato contraente sono imponibili soltanto in detto Stato.

CAPITOLO V

DISPOSIZIONI PER EVITARE LE DOPPIE IMPOSIZIONI

Articolo 24.

1. Si conviene che la doppia imposizione sarà eliminata in conformità ai seguenti paragrafi del presente articolo.

2. Se un residente dell'Italia possiede elementi di reddito che sono imponibili in Ecuador, l'Italia, nel calcolare le proprie imposte sul reddito specificate nell'articolo 2 della presente convenzione, può includere nella base imponibile di tali imposte detti elementi di reddito, a meno che espresse disposizioni della presente convenzione non stabiliscano diversamente.

In tal caso, l'Italia deve dedurre dalle imposte così calcolate l'imposta sui redditi pagata in Ecuador, ma l'ammontare della deduzione non può eccedere la quota d'imposta italiana attribuibile ai predetti elementi di reddito nella proporzione in cui gli stessi concorrono alla formazione del reddito complessivo.

Tuttavia, nessuna deduzione sarà accordata ove l'elemento di reddito venga assoggettato in Italia ad imposizione mediante ritenuta a titolo d'imposta su richiesta del beneficiario del reddito in base alla legislazione italiana.

3. Per quanto concerne la Repubblica dell'Ecuador, dall'imposta sul reddito prelevabile sui redditi provenienti dall'Italia ai sensi della legislazione ecuadoriana, viene dedotta l'imposta prelevata dal fisco italiano in conformità della legislazione italiana, ma l'ammontare così dedotto non può tuttavia eccedere la quota d'imposta ecuadoriana, attribuibile a detti redditi nella proporzione in cui gli stessi concorrono alla formazione del reddito complessivo.

CAPITOLO VI

DISPOSIZIONI SPECIALI

Articolo 25.

(Non discriminazione).

1. I nazionali di uno Stato contraente non sono assoggettati nell'altro Stato contraente ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettati i nazionali di detto altro Stato che si trovino nella stessa situazione. Nonostante le disposizioni dell'articolo 1, la presente disposizione si applica anche ai nazionali di ciascuno Stato contraente che non siano residenti di alcuno di essi.

2. L'imposizione di una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato contraente ha nell'altro Stato contraente non può essere in questo altro Stato meno favorevole dell'imposizione a carico delle imprese di detto altro Stato che svolgono le medesime attività.

Tale disposizione non può essere interpretata nel senso che faccia obbligo ad un Stato contraente di accordare ai residenti dell'altro Stato contraente le deduzioni personali, gli abbattimenti alla base e le deduzioni di imposta che esso accorda ai propri residenti in relazione alla loro situazione o ai loro carichi di famiglia.

3. Fatta salva l'applicazione delle disposizioni dell'articolo 9, del paragrafo 7 dell'articolo 11, e del paragrafo 5 dell'articolo 12, gli interessi, i canoni ed altre spese pagati da un'impresa di uno Stato contraente sono deducibili ai fini della determinazione degli utili imponibili di detta impresa, nelle stesse condizioni in cui sarebbero deducibili se fossero pagati ad un residente del primo Stato.

Parimenti, i debiti di un'impresa di uno Stato contraente nei confronti dei residenti dell'altro Stato contraente sono deducibili, ai fini della determinazione del patrimonio imponibile di detta impresa, nelle stesse condizioni in cui sarebbero deducibili se fossero stati contratti nei confronti di un residente del primo Stato.

4. Le imprese di uno Stato contraente, il cui capitale è in tutto o in parte, direttamente o indirettamente, posseduto o controllato da uno o più residente dell'altro Stato contraente, non sono assoggettate nel primo Stato contraente ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettate le altre imprese della stessa natura del primo Stato.

5. Nonostante le disposizioni dell'articolo 2, ai fini del presente articolo il termine « imposizione » designa le imposte di ogni genere o denominazione.

Articolo 26.

(Procedura amichevole).

1. Quando una persona ritiene che le misure adottate da uno o da entrambi gli Stati contraenti comportano o comporteranno per essa un'imposizione non conforme alla presente convenzione essa può, indipendentemente dai ricorsi previsti dalla legislazione di detti Stati, sottoporre il caso all'autorità competente dello Stato contraente di cui è residente o, se il caso ricade nell'ambito di applicazione del paragrafo 1 dell'articolo 25, a quella dello Stato contraente di cui possiede la nazionalità.

Il caso dovrà essere sottoposto entro i due anni che seguono la prima notificazione della misura che comporta un'imposizione non conforme alle disposizioni della convenzione.

2. L'autorità competente, se il ricorso le appare fondato e se essa non è in grado di giungere ad una soddisfacente soluzione, farà del suo meglio per regolare il caso per via di amichevole composizione con l'autorità competente dell'altro Stato contraente, al fine di evitare una tassazione non conforme alla convenzione.

3. Le autorità competenti degli Stati contraenti faranno del loro meglio per risolvere per via di amichevole composizione le difficoltà o i dubbi inerenti all'interpretazione o all'applicazione della convenzione.

4. Le autorità competenti degli Stati contraenti potranno comunicare direttamente tra loro al fine di pervenire ad un accordo come indicato nei paragrafi precedenti. Qualora venga ritenuto che degli scambi verbali di opinione possano facilitare il raggiungimento di tale accordo, essi potranno aver luogo in seno ad una commissione degli Stati contraenti.

Articolo 27.

(Scambio di informazioni).

1. Le autorità competenti degli Stati contraenti si scambieranno le informazioni necessarie per applicare le disposizioni della presente convenzione o quelle delle leggi interne degli Stati contraenti relative alle imposte previste dalla convenzione, nella misura in cui la tassazione che tali leggi prevedono non è contraria alla convenzione. Lo scambio di informazioni non viene limitato dall'articolo 1. Le informazioni ricevute da uno Stato contraente saranno tenute segrete, analogamente alle informazioni ottenute in base alla legislazione interna di detto Stato, e saranno comunicate soltanto alle persone od autorità (ivi compresi i tribunali e gli organi amministrativi) incaricate dell'accertamento o della riscossione delle imposte previste dalla presente convenzione, delle procedure o dei procedimenti concernenti tali imposte, o delle decisioni di ricorsi presentati per tali imposte. Le persone od autorità sopracitate utilizzeranno tali informazioni soltanto per questi fini. Le predette persone od autorità potranno servirsi di queste informazioni nel corso di udienze pubbliche o nei giudizi.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non possono in nessun caso essere interpretate nel senso di imporre ad uno degli Stati contraenti l'obbligo:

a) di adottare provvedimenti amministrativi in deroga alla propria legislazione e alla propria prassi amministrativa o a quelle dell'altro Stato contraente;

b) di fornire informazioni che non potrebbero essere ottenute in base alla propria legislazione o nel quadro della propria normale prassi amministrativa o di quelle dell'altro Stato contraente;

c) di trasmettere informazioni che potrebbero rivelare un segreto commerciale, industriale, professionale, o un processo commerciale, oppure informazioni la cui comunicazione sarebbe contraria all'ordine pubblico.

Articolo 28.

(Agenti diplomatici e funzionari consolari).

Le disposizioni della presente convenzione non pregiudicano i privilegi fiscali di cui beneficiano gli agenti diplomatici o i funzionari consolari in virtù delle regole generali del diritto internazionale o di accordi particolari.

Articolo 29.

(Domande di rimborso).

1. Le imposte riscosse in uno dei due Stati contraenti mediante ritenuta alla fonte sono rimborsate a richiesta dell'interessato qualora il diritto alla percezione di dette imposte sia limitato dalle disposizioni della presente convenzione.

2. Le istanze di rimborso, da prodursi in osservanza dei termini stabiliti dalla legislazione dello Stato contraente tenuto ad effettuare il rimborso stesso, devono essere corredate di un attestato ufficiale dello Stato contraente di cui il contribuente è residente certificante che sussistono le condizioni richieste per avere diritto all'applicazione delle esenzioni o delle riduzioni previste dalla presente convenzione.

3. Le autorità competenti degli Stati contraenti stabiliranno di comune accordo, conformemente alle disposizioni dell'articolo 26, le modalità di applicazione del presente articolo.

CAPITOLO VII

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 30.

(Entrata in vigore).

1. La presente convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno scambiati a Roma non appena possibile.

2. La presente convenzione entrerà in vigore dalla data dello scambio degli strumenti di ratifica e le sue disposizioni si applicheranno:

a) relativamente alle imposte prelevate alla fonte, sui redditi pagati o accreditati a decorrere dal 1° gennaio dell'anno dello scambio degli strumenti di ratifica;

b) relativamente alle altre imposte sul reddito e sul patrimonio, alle imposte relative ai periodi fiscali che iniziano a decorrere dal 1° gennaio dell'anno dello scambio degli strumenti di ratifica.

3. Le domande di rimborso o di accreditamento di imposte cui dà diritto la presente convenzione con riferimento ad ogni imposta dovuta dai residenti di uno degli Stati contraenti relativa a periodi fiscali che iniziano a decorrere dal 1° gennaio dell'anno dello scambio degli strumenti di ratifica e fino alla data di entrata in vigore della presente convenzione, possono essere presentate entro i due anni dall'entrata in vigore della presente convenzione o, se più favorevole, dalla data in cui l'imposta è stata prelevata.

Articolo 31.

(Denuncia).

La presente convenzione rimarrà in vigore sino alla denuncia da parte di uno degli Stati contraenti. Ciascuno Stato contraente può denunciare la convenzione per via diplomatica con un preavviso minimo di sei mesi, prima della fine di ciascun anno solare a decorrere dal quinto anno successivo a quello dell'entrata in vigore. In questo caso, la convenzione cesserà di applicarsi:

a) alle imposte riscosse mediante ritenuta alla fonte, sui redditi pagati o accreditati a decorrere dal 1° gennaio dell'anno solare successivo a quello della denuncia;

b) alle altre imposte sul reddito sul patrimonio, alle imposte relative ai periodi d'imposta che iniziano a decorrere dal 1° gennaio dell'anno solare successivo a quello della denuncia.

Fatta a Quito, il 23 maggio 1984, in duplice esemplare originale, in lingua spagnola ed italiana, i due testi facenti egualmente fede.

PER IL GOVERNO DELLA
REPUBBLICA DELL'ECUADOR

Il Ministro degli affari esteri
Luis Valencia Rodríguez

PER IL GOVERNO DELLA
REPUBBLICA ITALIANA

L'Ambasciatore d'Italia
Bernardino Osio

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
DE MICHELIS

PROTOCOLLO ALLA CONVENZIONE TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA DELL'ECUADOR E IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA PER EVITARE LE DOPPIE IMPOSIZIONI IN MATERIA DI IMPOSTE SUL REDDITO E SUL PATRIMONIO, E PER PREVENIRE LE EVASIONI FISCALI

All'atto della firma della convenzione conclusa in data odierna tra il Governo della Repubblica dell'Ecuador e il Governo della Repubblica italiana per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio e per prevenire le evasioni fiscali, i sottoscritti hanno concordato le seguenti disposizioni che formano parte integrante della convenzione.

Resta inteso che:

a) con riferimento al termine « residente » utilizzato nella presente Convenzione, detto termine, per quanto concerne la Repubblica dell'Ecuador, è sinonimo di « domiciliato »;

b) con riferimento all'articolo 2, paragrafo 3, se nel futuro sarà introdotta nella Repubblica italiana un'imposta sul patrimonio, la convenzione si applicherà anche a detta nuova imposta, e la doppia imposizione sarà evitata in conformità delle disposizioni dell'articolo 24;

c) per quanto concerne l'articolo 7, paragrafo 3, per « spese sostenute per gli scopi perseguiti dalla stabile organizzazione » si intendono le spese direttamente connesse con l'attività della stabile organizzazione;

d) con riferimento al paragrafo 1 dell'articolo 26, all'espressione « indipendentemente dai ricorsi previsti dalla legislazione nazionale » si attribuisce il significato secondo cui la procedura amichevole non è in alternativa con la procedura contenziosa nazionale che va, in ogni caso, preventivamente instaurata, laddove la controversia concerna un'applicazione delle imposte non conforme alla convenzione;

e) la disposizione del paragrafo 3 dell'articolo 29 non impedisce alle autorità competenti degli Stati contraenti di stabilire, di comune accordo, procedure diverse per l'applicazione delle limitazioni d'imposta previste dalla convenzione;

f) le remunerazioni corrisposte ad una persona fisica in corrispettivo di servizi resi alle Ferrovie dello Stato italiano (FFSS),

all'Amministrazione italiana delle poste e telecomunicazioni (PPTT), all'Istituto italiano per il commercio con l'estero (ICE) e all'Ente italiano per il turismo (ENIT), rientrano nell'ambito di applicazione delle disposizioni relative alle funzioni pubbliche, e, per conseguenza, dei paragrafi 1 e 2 dell'articolo 19 della convenzione.

Fatto a Quito, il 23 maggio 1984, in duplice esemplare originale, in lingua spagnola ed italiana, i due testi egualmente facenti fede.

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA DELL'ECUADOR

Il Ministro degli affari esteri
Luis Valencia Rodríguez

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

L'Ambasciatore d'Italia
Bernardino Osio

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
DE MICHELIS

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2057):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 15 dicembre 1987.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 23 marzo 1988, con pareri delle commissioni V e VI.

Esaminato dalla III commissione il 6 ottobre 1988.

Esaminato in aula il 31 gennaio 1989 e approvato il 1° febbraio 1989.

Senato della Repubblica (atto n. 1558):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 9 marzo 1989, con pareri delle commissioni 5ª e 6ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 28 settembre 1989.

Relazione scritta annunciata il 3 ottobre 1989 (atto n. 1558/*A* - relatore sen. GEROSA).

Esaminato in aula e approvato il 5 ottobre 1989.

89G0444

FRANCESCO NIGRO, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(1651397) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.